

*Pour diffusion immédiate*

**PREMIER TRIMESTRE DE TRANSCONTINENTAL INC. :  
CLÔTURE DE L'ACQUISITION DE QUAD/GRAPHICS CANADA INC. ET HAUSSE DE 7 % DU DIVIDENDE**

**Faits saillants**

Note : L'information financière de 2012 a été préparée selon les normes internationales d'information financière « IFRS ». Les résultats de l'an dernier ont été retraités en conséquence.

(en millions de dollars, sauf les données par action)	T1-12	T1-11	%
<b>Revenus</b>	<b>495,9</b>	<b>514,8</b>	<b>(4 %)</b>
<b>Résultat opérationnel ajusté <sup>(1)</sup></b>	<b>43,0</b>	<b>48,7</b>	<b>(12 %)</b>
<b>Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté <sup>(2)</sup></b>	<b>27,1</b>	<b>28,8</b>	<b>(6 %)</b>
<b>Par action</b>	<b>0,33</b>	<b>0,36</b>	<b>(8 %)</b>
<b>Éléments inhabituels nets d'impôts sur le résultat<sup>(3)</sup></b>	<b>60,4</b>	<b>3,7</b>	<b>-</b>
<b>Résultat net attribuable aux actions participantes</b>	<b>(33,3)</b>	<b>25,7</b>	<b>-</b>
<b>Par action</b>	<b>(0,41)</b>	<b>0,32</b>	<b>-</b>

Notes 1 et 2 : Veuillez consulter le tableau « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent communiqué de presse.

Note 3 : Ces éléments inhabituels sont essentiellement reliés à de nouvelles cotisations d'impôts estimées à 58,0 millions de dollars en 2012.

- Clôture de l'acquisition indirecte de toutes les actions de Quad/Graphics Canada inc. Nous nous attendons à ce que cette transaction rapporte des revenus additionnels de 230 millions de dollars et qu'elle produise une augmentation nette du BAIIA d'au moins 40 millions de dollars au cours des 12 à 24 prochains mois.
- Augmentation de 7 % du dividende par action participante, le portant à 0,58 \$ par année.
- Le résultat net attribuable aux actions participantes est passé de 25,7 millions à une perte de 33,3 millions de dollars surtout attribuable à une provision associée à de nouvelles cotisations d'impôts estimées à 58,0 millions de dollars, incluant les intérêts et pénalités applicables pour les exercices 2006 à 2010. Excluant les éléments inhabituels, le résultat net attribuable aux actions participantes ajusté a diminué de 6 %, passant de 28,8 millions à 27,1 millions de dollars.

Montréal, le 13 mars 2012 – Les revenus de Transcontinental inc. (TSX: TCL.A, TCL.B, TCL.PR.D) ont diminué de 4 % au premier trimestre, passant de 514,8 millions à 495,9 millions de dollars, principalement en raison de la vente, en septembre dernier, de ses activités d'impression de livres en noir et blanc destinés à l'exportation aux États-Unis. Cette vente faisait partie de la transaction d'échange d'actifs, par laquelle Transcontinental a acquis Quad/Graphics Canada le 1<sup>er</sup> mars. Les revenus ont également subi l'effet d'un recul du volume attribuable à la non-récurrence du contrat d'impression pour le recensement canadien de l'an dernier et, dans une moindre mesure, du volume lié à l'impression de magazines et de livres. Cette baisse de revenus au premier trimestre a été atténuée par le secteur des médias, surtout en raison de la croissance des activités liées aux médias numériques et aux journaux communautaires, à la suite d'investissements

récents. Nous nous attendons à ce que les revenus consolidés retournent sur la voie de la croissance au cours de la prochaine année, étant donné l'acquisition de Quad/Graphics Canada et la contribution de nouveaux contrats, notamment celui signé avec Canadian Tire.

Pour cette même période, le résultat opérationnel ajusté a baissé de 12 %, passant de 48,7 millions à 43,0 millions de dollars. Cette baisse est principalement attribuable au secteur des médias, en raison de la faiblesse de l'environnement publicitaire combinée aux pressions concurrentielles qui continuent d'avoir un impact sur le marché des solutions locales et, dans une moindre mesure, à une baisse du volume dans le secteur de l'imprimerie au premier trimestre. Le résultat net attribuable aux actions participantes a diminué, passant de 25,7 millions de dollars, ou 0,32 \$ par action, à une perte de 33,3 millions, ou 0,41 \$ par action. Cette diminution est surtout attribuable à une provision fiscale de 58,0 millions de dollars liée aux avis de nouvelle cotisation à laquelle la Société a l'intention de s'opposer et qui portent sur des déductions relatives à des investissements en immobilisations effectués par la Société, ainsi que sur l'allocation interprovinciale du revenu. Si l'on exclut les éléments inhabituels, le résultat net attribuable aux actions participantes ajusté a baissé de 6 %, passant de 28,8 millions de dollars, ou 0,36 \$ par action, à 27,1 millions, ou 0,33 \$ par action.

« L'acquisition des actifs canadiens de Quad/Graphics constitue un jalon important dans notre développement, a déclaré François Olivier, président et chef de la direction de TC Transcontinental. Elle nous permet de renforcer notre secteur de l'impression, dans une industrie compétitive en mutation et d'étendre notre offre intégrée d'activation marketing auprès de plusieurs nouveaux clients. En fait, notre transformation poursuit sa progression au rythme de la croissance des revenus des activités numériques et interactives, une fois de plus au cours de ce trimestre.

« Nous continuons, a aussi dit François Olivier, de maintenir une situation financière saine grâce à un solide bilan financier et à une forte capacité de générer des flux monétaires. Si le marché publicitaire se maintient, nous prévoyons améliorer notre performance au cours du présent exercice, en tirant profit de l'acquisition de Quad/Graphics Canada, du plein apport des nouveaux contrats et des bénéfices qui résulteront de l'intégration de nos secteurs de l'interactif et des médias. Nous avons confiance en notre stratégie et en notre potentiel de croissance; c'est pourquoi nous avons augmenté de 7 % le dividende par action participante. »

### **Autres faits saillants du trimestre**

- Élection, le 16 février 2012, d'Isabelle Marcoux à titre de présidente du conseil d'administration.
- Réduction de nos dépenses en immobilisations, passant de 21 millions à 8 millions de dollars. Pour l'exercice financier 2012, elles ne devraient pas dépasser 75 millions de dollars.
- Mise en place, pour une période de cinq ans, d'une nouvelle facilité de crédit de 400 millions de dollars, non garantie, qui viendra à terme en février 2017. La facilité de crédit actuelle demeurera en place jusqu'à son échéance, en septembre 2012, mais elle a été réduite à 200 millions de dollars.
- Diminution de notre ratio d'endettement net ajusté à 1,42x au 31 janvier 2012, comparativement à 1,44x au 31 octobre 2011.
- Au cours du mois de février 2012, la Société s'est vue informer par les autorités fiscales fédérales et provinciales qu'elle recevrait des avis de nouvelle cotisation estimés à 58,0 millions de dollars, incluant les intérêts et pénalités applicables pour les exercices 2006 à 2010. Ces nouveaux avis de cotisation portent sur des déductions relatives à

des investissements en immobilisations effectués par la Société, ainsi que sur l'allocation interprovinciale du revenu. La Société a enregistré une provision de 58,0 millions de dollars à ces égards, dont un montant de 16,0 millions a été comptabilisé à titre de frais financiers et 42,0 millions à titre d'impôts sur le résultat, bien qu'elle ait l'intention de s'opposer à ces nouveaux avis de cotisation. Par conséquent, l'issue de cette éventualité pourrait influencer favorablement les montants comptabilisés aux états financiers consolidés de la Société.

- Poursuite du développement de nos activités d'édition de journaux au Québec en faisant l'acquisition des actifs – impression et Internet – du *Courrier Frontenac*, en plus d'acquérir les actifs de *Tout Magazine*. Nous avons aussi lancé un nouveau journal communautaire, le *Valleyfield Express.ca*. En outre, nous sommes maintenant le seul actionnaire de *Réseau Sélect*, le plus important réseau de publicité destinée aux hebdomadaires francophones au Canada.
- Acquisition des actions des *Éditions Caractère*, grand leader dans le marché du livre parascolaire au Québec, et éditeur d'ouvrages grand public réputés.

Pour une information financière plus détaillée, veuillez consulter le *Rapport de gestion du premier trimestre clos le 31 janvier 2012* ainsi que les états financiers disponibles à la section « Investisseurs » de notre site web [www.tc.tc](http://www.tc.tc)

### **Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS**

Les données financières ont été préparées en conformité avec les IFRS. Cependant, certaines données utilisées dans le présent communiqué de presse ne sont pas définies par les IFRS et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. Nous croyons qu'un grand nombre de lecteurs analysent nos résultats en fonction de certaines de ces données financières non conformes aux IFRS puisque ces informations permettent de mesurer d'une manière plus appropriée la performance des activités de la Société. À l'interne, la direction utilise également ces données financières non conformes aux IFRS pour évaluer la performance de ses activités et l'efficacité de ses gestionnaires. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux IFRS. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures.

Le tableau suivant permet le rapprochement des données financières IFRS et celles non conformes aux IFRS.

**Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS**

(non auditées)

	Pour le premier trimestre clos le 31 janvier	
(en millions de dollars, sauf les données par action)	2012	2011
<b>Résultat net attribuable aux actions participantes</b>	<b>(33,3) \$</b>	<b>25,7 \$</b>
Dividendes sur actions privilégiées	1,7	1,7
Résultat net lié aux activités abandonnées (après impôts)	-	(0,6)
Participations ne donnant pas le contrôle	-	0,3
Impôts sur le résultat	47,6	5,7
Frais financiers	23,7	10,8
Frais de restructuration, d'intégration et coûts d'acquisition	2,5	1,6
Dépréciation d'actifs	0,8	3,5
<b>Résultat opérationnel ajusté</b>	<b>43,0 \$</b>	<b>48,7 \$</b>
Amortissement	28,9	31,0
<b>Résultat opérationnel avant amortissement ajusté</b>	<b>71,9 \$</b>	<b>79,7 \$</b>
<b>Résultat net attribuable aux actions participantes</b>	<b>(33,3) \$</b>	<b>25,7 \$</b>
Résultat net lié aux activités abandonnées (après impôts)	-	(0,6)
Ajustements inhabituels aux impôts sur le résultat (après impôts)	42,0	-
Frais de restructuration, d'intégration et coûts d'acquisition (après impôts)	1,8	1,2
Dépréciation d'actifs (après impôts)	0,6	2,5
Frais financiers liés aux ajustements inhabituels aux impôts sur le résultat (après impôts)	16,0	-
<b>Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté</b>	<b>27,1 \$</b>	<b>28,8 \$</b>
Nombre moyen d'actions participantes en circulation	81,0	81,0
<b>Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté par action</b>	<b>0,33 \$</b>	<b>0,36 \$</b>
	<b>Au 31 janvier 2012</b>	<b>Au 31 octobre 2011</b>
Dette à long terme	211,9 \$	292,5 \$
Portion courante de la dette à long terme	312,9	271,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(56,8)	(75,0)
<b>Endettement net</b>	<b>468,0 \$</b>	<b>489,4 \$</b>
Montant à verser à Quad/Graphics à la clôture de la transaction visant l'acquisition indirecte de Quad/Graphics Canada	50,0	50,0
<b>Endettement net ajusté</b>	<b>518,0 \$</b>	<b>539,4 \$</b>
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté (12 derniers mois)	365,6 \$	373,4 \$
<b>Ratio d'endettement net</b>	<b>1,28x</b>	<b>1,31x</b>
<b>Ratio d'endettement net ajusté</b>	<b>1,42x</b>	<b>1,44x</b>

## Dividende

Lors de sa réunion du 12 mars 2012, le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,145 \$ par action sur les actions à droit de vote subalterne catégorie A et sur les actions catégorie B. Ce dividende sera versé le 26 avril 2012 aux détenteurs d'actions inscrits au registre de la Société à la fermeture des bureaux le 6 avril 2012. Par conséquent, la Société a augmenté de 7 %, ou 0,04 \$, le dividende par action participante, faisant ainsi passer le dividende annuel de 0,54 \$ à 0,58 \$ par action. Cette hausse reflète la solide position de Transcontinental en matière de flux monétaires. De plus, lors de la même réunion, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,4196 \$ par action sur les actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende cumulatif, série D. Ce dividende sera versé le 16 avril 2012. Sur une base annuelle, cela représente un dividende de 1,6875 \$ par action privilégiée.

## Information additionnelle

À l'occasion de la diffusion de ses résultats du premier trimestre 2012, Transcontinental tiendra une conférence téléphonique pour la communauté financière aujourd'hui à 10 h 00. Les journalistes pourront suivre la conférence en mode « écoute seulement » ou écouter la diffusion audio simultanée sur le site Internet de TC Transcontinental, qui sera ensuite archivée pendant 30 jours. Pour toute demande d'information ou d'entrevue, les médias sont priés de communiquer avec Nancy Bouffard, directrice des communications internes et externes de TC Transcontinental, au 514 954-2809.

## Profil

TC Transcontinental crée des produits et services marketing permettant aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur public cible. La Société est le premier imprimeur au Canada et le quatrième en Amérique du Nord. Elle est aussi l'une des plus importantes entreprises de médias au Canada en tant que premier éditeur de magazines destinés aux consommateurs et d'ouvrages pédagogiques en français, et le plus important éditeur de journaux locaux et régionaux au Québec et dans les provinces de l'Atlantique. TC Transcontinental est également le leader de la distribution de porte en porte de matériel publicitaire au Canada, grâce à son Publisac au Québec et à Targeo dans le reste du Canada. Grâce à un vaste réseau numérique qui compte plus de 1000 sites Web, l'entreprise rejoint plus de 13,7 millions de visiteurs uniques chaque mois au Canada. La Société offre de plus des services et des produits marketing interactif utilisant de nouvelles plateformes de communication et s'appuyant sur des services de stratégies et planification marketing, d'analyse de bases de données, de prémédia, de circulaires électroniques, de marketing par courriel, de communications sur mesure et de solutions mobiles.

Transcontinental inc. (TSX : TCL.A, TCL.B, TCL.PR.D), connue sous les marques TC Transcontinental, TC Media et TC Imprimeries Transcontinental, compte approximativement 11 000 employés au Canada et aux États-Unis, et ses revenus publiés ont été de 2,0 milliards de dollars canadiens en 2011. Pour obtenir de plus amples renseignements sur la Société, veuillez consulter le site [www.tc.tc](http://www.tc.tc)

## Information prospective

Ce communiqué contient de l'information prospective sur la performance future de la Société. Les déclarations, formulées d'après les attentes actuelles de la direction, comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes intrinsèques, connus ou non. Nous avertissons que l'information de nature prospective est incertaine en soi et que les résultats futurs pourraient différer concrètement des hypothèses, des estimations ou des attentes reflétées ou contenues dans l'information de nature prospective, et que la performance future sera modifiée par un certain nombre de facteurs dont plusieurs sont

hors du contrôle de la Société. Ces facteurs incluent entre autres la conjoncture économique, les changements structurels dans ses industries, le taux de change, la disponibilité des capitaux, les coûts de l'énergie, l'augmentation de la concurrence, ainsi que la capacité de la Société à procéder à des transactions stratégiques et à intégrer des acquisitions à ses activités. Les risques, les incertitudes et autres facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats réels sont décrits dans le rapport de gestion et dans la notice annuelle de la Société.

L'information de nature prospective présentée dans ce communiqué est basée sur les attentes actuelles et sur les données disponibles au 13 mars 2012. La direction de la Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser cette information de nature prospective, à moins que les autorités ne l'exigent.

- 30 -

Pour renseignements :

Médias

Nancy Bouffard  
Directrice des communications internes et externes de  
la Société  
TC Transcontinental  
Téléphone : 514 954-2809  
[nancy.bouffard@tc.tc](mailto:nancy.bouffard@tc.tc)  
[www.tc.tc](http://www.tc.tc)

Communauté financière

Jennifer F. McCaughey  
Directrice principale aux relations avec les  
investisseurs et communications financières  
TC Transcontinental  
Téléphone : 514 954-2821  
[jennifer.mccaughey@tc.tc](mailto:jennifer.mccaughey@tc.tc)  
[www.tc.tc](http://www.tc.tc)

## RAPPORT DE GESTION

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2012

L'objectif de ce rapport de gestion est d'expliquer le point de vue de la direction sur la performance passée et les perspectives d'avenir de TC Transcontinental. Il s'agit plus précisément d'aider le lecteur à mieux comprendre notre stratégie de développement, notre performance en relation avec nos objectifs, nos attentes quant à l'avenir, ainsi que notre façon de gérer les risques et les ressources financières disponibles. Ce rapport de gestion a également pour but d'améliorer la compréhension des états financiers consolidés et de leurs notes afférentes.

Dans le cadre du présent document, à moins d'indication contraire, l'information financière présentée a été préparée selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et le terme « dollar », ainsi que les symboles « \$ » et « \$CAN », désignent des dollars canadiens. L'information et les valeurs non auditées liées aux IFRS fournies dans le présent rapport de gestion ont été préparées selon les normes et les interprétations actuellement publiées et devant être en vigueur à la clôture de notre exercice financier qui se terminera le 31 octobre 2012. Il est à noter que les montants présentés dans le présent rapport de gestion ainsi que les états financiers intermédiaires consolidés qui l'accompagnent pour le trimestre clos le 31 janvier 2012 ont été retraités pour refléter l'adoption des IFRS, avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2010. Les périodes antérieures au 1<sup>er</sup> novembre 2010 n'ont pas été retraitées et ont été préparées conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »). La note 19 des états financiers consolidés intermédiaires clos le 31 janvier 2012 présente un rapprochement des différences entre nos états financiers préparés selon les PCGR du Canada et ceux préparés selon les IFRS pour le trimestre clos le 31 janvier 2011 ainsi que pour l'exercice clos le 31 octobre 2011. Dans ce présent rapport de gestion, nous utilisons aussi certaines données financières non conformes aux IFRS. Pour une description complète de ces données, veuillez consulter la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS », à la page 8. Le présent rapport devrait être lu de concert avec les informations contenues dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 octobre 2011 ainsi que les états financiers intermédiaires consolidés pour la période close le 31 janvier 2012.

Afin de faciliter la lecture de ce rapport, les termes « TC Transcontinental », « Société », « nous », « notre » et « nos » désignent tous Transcontinental inc. et ses filiales.

### MISE EN GARDE AU SUJET DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives, verbalement ou par écrit, au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario). Nous pouvons faire ces déclarations dans le présent document, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Ces déclarations prospectives comprennent notamment des déclarations relatives à nos buts à moyen terme, nos perspectives et objectifs, nos stratégies pour atteindre ces objectifs et ces buts, de même que des déclarations relatives à nos opinions, projets, objectifs, prévisions, attentes, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « seraient », « perspectives », « croire », « projeter », « estimer », « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention », « objectif » et l'emploi du conditionnel, ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives comportent des incertitudes et des risques intrinsèques, à la fois généraux et précis, qui font en sorte qu'il est possible que les prédictions, prévisions, projections, et autres déclarations prospectives ne se matérialiseront pas. Nous mettons les lecteurs en garde contre le fait de se fier indûment à ces déclarations puisque les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, prévisions, attentes, estimations et intentions exprimés dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants. Ces facteurs comprennent notamment, sans y être limités, les risques de crédit, de sécurité et d'utilisation des données, de marché, de liquidité, de financement et opérationnels; le dynamisme de l'économie nord-américaine dans laquelle nous exerçons nos activités; l'incidence des fluctuations du dollar canadien par rapport à d'autres devises, plus particulièrement le dollar américain; l'incidence du prix des matières premières et de l'énergie; la nature saisonnière ou cyclique de certains créneaux; l'incidence des modifications relatives aux taux d'intérêt; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'incidence des nouveaux médias et la migration des revenus publicitaires vers de nouvelles plateformes qui en résulte; les jugements d'ordre judiciaire ou réglementaire et les actions judiciaires; notre capacité de développer de nouvelles avenues en fonction de notre stratégie; notre capacité de recruter et de retenir du personnel qualifié et de maintenir une bonne réputation; notre capacité de mener à bien des initiatives stratégiques et leur intégration; les modifications apportées aux méthodes comptables que nous utilisons aux fins de la présentation de notre situation financière, y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables cruciales; les risques liés aux infrastructures; les effets possibles de situations d'urgence en matière de santé publique, de conflits internationaux et d'autres faits nouveaux et la mesure dans laquelle nous prévoyons et gérons avec succès les risques inhérents aux facteurs qui précèdent; ainsi que d'autres facteurs susceptibles d'influer sur les résultats futurs, incluant, sans y être limités, la mise au point et le lancement, au moment opportun, de nouveaux produits et services, les modifications apportées à la

législation fiscale, les nouvelles lois environnementales, les modifications aux politiques ou une grève des institutions postales du Canada et des États-Unis, l'évolution technologique et les nouveaux règlements.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée des facteurs importants qui pourraient avoir une incidence sur nos résultats futurs n'est pas exhaustive. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à TC Transcontinental doivent tenir compte de ces facteurs de même que d'autres faits et incertitudes. Les hypothèses utilisées pour élaborer l'information de nature prospective peuvent varier matériellement, individuellement ou en conjonction. Les variations touchant une hypothèse peuvent aussi contribuer aux variations touchant une autre hypothèse, ce qui peut amplifier ou amortir les effets sur l'information de nature prospective. Nous ne nous engageons nullement à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit verbale ou écrite, qui peut être faite par nous ou en notre nom à l'occasion, à moins d'une exigence contraire de la part des autorités réglementaires. Pour obtenir la description des risques importants identifiés par l'entreprise, veuillez consulter la section « Risques et incertitudes » dans le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 octobre 2011. Les déclarations prospectives contenues dans ce document sont basées sur les attentes actuelles et sur l'information disponible en date du 12 mars 2012.

## DÉFINITION DE TERMES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Afin de faciliter la lecture de ce rapport de gestion, certains termes sont présentés de façon abrégée. Voici la définition des divers termes abrégés utilisés tout au long de ce rapport :

Termes utilisés	Définitions
Croissance interne	Croissance des revenus, du résultat opérationnel ajusté ou du résultat net attribuable aux actions participantes des activités existantes, excluant l'effet des acquisitions, des fermetures et des dispositions d'actifs, l'effet du taux de change ainsi que l'effet du papier
Endettement net	Somme de la dette à long terme, la portion courante de la dette à long terme et du découvert bancaire, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie
Endettement net ajusté	Somme de la dette à long terme, la portion courante de la dette à long terme et du découvert bancaire, déduction faite de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et du montant à verser à Quad/Graphics à la conclusion de la transaction visant l'acquisition des actions de Quad/Graphics Canada
Ratio d'endettement net	Endettement net divisé par le résultat opérationnel avant amortissement ajusté des 12 derniers mois
Ratio d'endettement net ajusté	Endettement net ajusté divisé par le résultat opérationnel avant amortissement ajusté des 12 derniers mois
Résultat opérationnel ajusté	Résultat opérationnel des activités poursuivies avant frais de restructuration, d'intégration et coûts d'acquisition ainsi que des dépréciations d'actifs
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	Résultat opérationnel des activités poursuivies avant amortissement, frais de restructuration, d'intégration et coûts d'acquisition ainsi que des dépréciations d'actifs
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté	Résultat net lié aux activités poursuivies attribuable aux actions participantes, avant frais de restructuration, d'intégration et coûts d'acquisition ainsi que des dépréciations d'actifs, et avant les frais de remboursement anticipé de dettes à long terme (déduction faite des impôts sur le résultat y afférents) et ajustements inhabituels aux impôts sur le résultat et les frais financiers qui y sont liés
Résultat net des activités poursuivies attribuable aux actions participantes	Résultat net lié activités poursuivies déduction faite des dividendes sur actions privilégiées

## PROFIL DE TC TRANSCONTINENTAL

TC Transcontinental crée des produits et services marketing permettant aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur public cible. La Société est le premier imprimeur au Canada et le quatrième en Amérique du Nord. Elle est aussi l'une des plus importantes entreprises de médias au Canada en tant que premier éditeur de magazines destinés aux consommateurs et d'ouvrages pédagogiques en français, et le plus important éditeur de journaux locaux et régionaux au Québec et dans les provinces de l'Atlantique. TC Transcontinental est également le leader de la distribution de porte en porte de matériel publicitaire au Canada, grâce à son Publisac au Québec et à Targeo dans le reste du Canada. Grâce à un vaste réseau numérique qui compte plus de 1000 sites Web, l'entreprise rejoint plus de 13,7 millions de visiteurs uniques chaque mois au Canada. La Société offre de plus des services et des produits marketing interactif utilisant de nouvelles plateformes de communication et s'appuyant sur des services de stratégies et planification marketing, d'analyse de bases de données, de prémédia, de circulaires électroniques, de marketing par courriel, de communications sur mesure et de solutions mobiles.

Transcontinental inc. (TSX : TCL.A, TCL.B, TCL.PR.D), connue sous les marques TC Transcontinental, TC Media et TC Imprimeries Transcontinental, compte approximativement 11 000 employés au Canada et aux États-Unis, et ses revenus publiés ont été de 2,0 milliards de dollars canadiens en 2011. Pour obtenir de plus amples renseignements sur la Société, veuillez consulter le site [www.tc.tc](http://www.tc.tc)

## FAITS SAILLANTS

- Les revenus du premier trimestre de 2012 ont diminué de 3,7 % par rapport à 2011. Ils sont passés de 514,8 millions de dollars à 495,9 millions.
- Le résultat opérationnel ajusté est passé de 48,7 millions de dollars lors du premier trimestre de 2011 à 43,0 millions en 2012 soit une baisse de 11,7 %.
- Le résultat net attribuable aux actions participantes ajusté a diminué de 1,7 million de dollars, ou 5,9 %, passant de 28,8 millions au premier trimestre de 2011 à 27,1 millions en 2012.
- Le ratio d'endettement net ajusté s'est amélioré, passant de 1,44x au 31 octobre 2011 à 1,42x au 31 janvier 2012.
- Nous avons finalisé la transaction visant l'acquisition indirecte des actions de Quad/Graphics Canada le 1<sup>er</sup> mars dernier qui représentent des revenus d'environ 230 millions de dollars et plus de 1000 employés. Nous acquérons ainsi six usines d'impression ainsi qu'un centre de services prémédia.
- Nous avons lancé une nouvelle image de marque afin de refléter notre transformation. Ainsi, nous nous sommes repositionnés sous la marque de commerce TC Transcontinental et nos deux secteurs sous TC Média et TC Imprimeries Transcontinental.
- Nous avons reçu des avis de nouvelles cotisations fiscales totalisant 58,0 millions de dollars qui portent sur des déductions relatives à des investissements en immobilisations que nous avons effectués, ainsi que sur l'allocation interprovinciale du revenu. Nous avons provisionné la totalité de ce montant au cours du premier trimestre de 2012, bien que nous ayons l'intention de nous opposer à ces nouvelles cotisations, et par conséquent, l'issue de cette éventualité pourrait influencer favorablement les montants comptabilisés aux états financiers consolidés de la Société.
- Nous avons annoncé une augmentation du dividende annuel par action participante qui passe de 0,54\$ à 0,58\$, soit une augmentation de plus de 7 %.

## ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(non audités)

(en millions de dollars)	Revenus		Résultat opérationnel ajusté		Résultat net attribuable aux actions participantes	
		%		%		%
<b>Premier trimestre de 2011</b>	<b>514,8</b>		<b>48,7</b>		<b>25,7</b>	
Acquisitions/dispositions/fermetures	(4,4)	(0,9) %	4,1	8,4 %	3,4	13,2 %
Activités existantes						
Effet du papier	4,0	0,8 %	(0,1)	(0,2) %	(0,1)	(0,4) %
Taux de change	(1,3)	(0,3) %	(1,4)	(2,9) %	(1,1)	(4,3) %
Croissance interne (négative)	(17,2)	(3,3) %	(8,3)	(17,0) %	(3,9)	(15,2) %
Activités abandonnées	-	- %	-	- %	(0,6)	(2,3) %
Frais de restructuration, d'intégration et coûts d'acquisition	-	- %	-	%	(0,6)	(2,3) %
Dépréciation d'actifs	-	- %	-	%	1,9	7,4 %
Frais financiers liés aux ajustements inhabituels aux impôts sur le résultat	-	- %	-	- %	(16,0)	s.o.
Ajustements inhabituels aux impôts sur le résultat	-	- %	-	- %	(42,0)	s.o.
<b>Premier trimestre de 2012</b>	<b>495,9</b>	<b>(3,7) %</b>	<b>43,0</b>	<b>(11,7) %</b>	<b>(33,3)</b>	<b>s.o.</b>

Comme indiqué dans le tableau ci-dessus, certains facteurs expliquent les écarts entre les résultats du premier trimestre de 2012 et ceux du premier trimestre de 2011.

## Revenus

Les revenus sont passés de 514,8 millions de dollars au premier trimestre de 2011 à 495,9 millions au premier trimestre de 2012, une baisse de 3,7 %, en raison des éléments suivants :

- L'effet net des acquisitions, des dispositions et des fermetures a résulté en une diminution des revenus de 4,4 millions de dollars, principalement en raison la vente de nos activités d'impression de livres en noir et blanc destinés à l'exportation aux États-Unis au quatrième trimestre de 2011 qui est partiellement atténuées par les récentes acquisitions effectuées dans le secteur des médias.
- L'effet du papier a représenté un élément positif de 4,0 millions de dollars, en ce qui a trait aux revenus, qui n'affectent que les revenus de notre secteur de l'impression. Cet effet comprend la variation du prix du papier, le volume de papier fourni par nos clients et les changements aux types de papier utilisés.
- Les variations de taux de change entre le dollar canadien et sa contrepartie américaine ont occasionné une diminution des revenus de 1,3 million de dollars. La conversion des ventes par les entités américaines a eu un effet positif de 0,2 million de dollars. En ce qui concerne les ventes à l'exportation des usines du Canada, déduction faite de l'effet du programme de couverture de change, l'effet négatif s'est chiffré à 1,5 million de dollars.
- La croissance interne négative des revenus s'est établie à 17,2 millions de dollars, ou 3,3 %, au premier trimestre de 2012. Cette baisse est surtout attribuable à l'achèvement d'un important contrat visant l'impression des formulaires de recensement du Canada ainsi qu'aux conditions de marché plus compétitives de nos activités d'impression. Les revenus du secteur des médias ont pour leur part été affectés par une diminution des dépenses publicitaires nationales qui a affecté nos activités d'édition de magazines et nos activités d'édition de journaux à l'extérieur du Québec. Cette baisse a toutefois été contrebalancée en partie par une hausse des revenus de nos solutions numériques et interactives ainsi que le lancement de nouveaux hebdomadaires au cours des derniers trimestres au Québec.

## Résultat opérationnel ajusté

Le résultat opérationnel ajusté est passé de 48,7 millions de dollars au premier trimestre de 2011 à 43,0 millions au premier trimestre de 2012, une baisse de 11,7 %, en raison des éléments suivants :

- L'effet net des acquisitions, des dispositions et des fermetures a résulté en une augmentation du résultat opérationnel ajusté de 4,1 millions de dollars, principalement en raison des réductions de coûts liées aux fermetures d'usines dans le secteur de l'impression et de la vente de nos activités d'impression de livres en noir et blanc destinés à l'exportation aux États-Unis au quatrième trimestre de 2011.
- L'effet du papier, qui n'a un effet que pour le secteur des médias au chapitre du résultat opérationnel, a eu un effet défavorable sur le résultat opérationnel ajusté de 0,1 million de dollars au premier trimestre de 2012 en raison de la variation du prix du papier.
- Les variations de taux de change entre le dollar canadien et sa contrepartie américaine ont occasionné une diminution de 1,4 million de dollars du résultat opérationnel ajusté. La conversion des résultats des entités américaines a causé un effet positif de 0,1 million de dollars sur le résultat opérationnel ajusté. Les ventes à l'exportation, déduction faite de l'effet du programme de couverture de change et des achats en dollars américains, ont causé un effet positif de 0,3 million de dollars sur le résultat opérationnel ajusté. Enfin, l'effet négatif de la conversion des éléments de bilan des entités canadiennes libellés dans une devise étrangère s'est chiffré à 1,8 million de dollars sur le résultat opérationnel ajusté.
- La croissance interne négative du résultat opérationnel ajusté, qui s'est chiffrée à 8,3 millions de dollars, ou 17,0 %, au premier trimestre de 2012, est attribuable à la fois à la baisse précitée des revenus consolidés ainsi qu'à la poursuite de notre stratégie visant à contrer la concurrence dans certains de nos créneaux dans notre secteur des médias.

## Résultat net attribuable aux actions participantes

Le résultat net attribuable aux actions participantes est passé de 25,7 millions de dollars au premier trimestre de 2011 à -33,3 millions pour le premier trimestre de 2012. Cette baisse est surtout attribuable à des ajustements inhabituels aux impôts sur le résultat ainsi que des frais financiers qui y sont liés. Par action, le résultat net attribuable aux actions participantes a diminué, passant de 0,32 \$ à -0,41 \$.

Le résultat net attribuable aux actions participantes ajusté a diminué de 1,7 millions de dollars, ou 5,9 %, passant de 28,8 millions au premier trimestre de 2011 à 27,1 millions au premier trimestre de 2012. Par action, il est passé de 0,36 \$ à 0,33 \$.

#### **Frais de restructuration, d'intégration et coûts d'acquisition**

Au premier trimestre de 2012, un montant de 2,5 millions de dollars avant impôts (1,8 million après impôts) a été inscrit séparément à l'état consolidé du résultat sous la rubrique « Frais de restructuration, d'intégration et coûts d'acquisition ». De ce montant, 1,5 million de dollars proviennent de réduction d'effectifs et 1,0 million d'autres coûts.

Au premier trimestre de 2011, un montant de 1,6 million de dollars avant impôts (1,2 million après impôts) avait été inscrit séparément à l'état consolidé du résultat sous la rubrique « Frais de restructuration, d'intégration et coûts d'acquisition ». De ce montant, 1,1 million de dollars proviennent de la réduction d'effectifs et 0,5 million d'autres coûts.

#### **Dépréciation d'actifs**

Au premier trimestre de 2012, un montant de 0,8 million de dollars avant impôts (0,6 million après impôts) a été inscrit séparément à l'état consolidé du résultat sous la rubrique « Dépréciation d'actifs », lié à la fermeture d'usines dans le secteur de l'impression.

Au premier trimestre de 2011, un montant de 3,5 millions de dollars avant impôts (2,5 millions après impôts) avait été inscrit séparément à l'état consolidé du résultat sous la rubrique « Dépréciation d'actifs », lié à la fermeture d'usines dans le secteur de l'impression.

#### **Frais financiers**

Les frais financiers ont augmenté de 12,9 millions de dollars au premier trimestre de 2012, passant de 10,8 millions de dollars en 2011 à 23,7 millions en 2012. Cette augmentation est principalement attribuable à des frais financiers liés aux ajustements inhabituels sur les impôts sur le résultat expliqués à la rubrique « Impôts sur le résultat » ci-dessous.

Toutefois, hormis les frais financiers liés aux ajustements inhabituels sur les impôts sur le résultat, les frais financiers ont diminué de 3,1 millions de dollars, passant de 10,8 millions en 2011 à 7,7 millions en 2012. Cette baisse est attribuable à une réduction significative de notre endettement net et du taux d'intérêt moyen pondéré de notre portefeuille de dettes par rapport à l'an dernier en raison de son optimisation au cours des derniers trimestres.

#### **Impôts sur le résultat**

Les impôts sur le résultat ont augmenté de 41,9 millions de dollars, passant de 5,7 millions au premier trimestre de 2011 à 47,6 millions au premier trimestre de 2012. Au cours du mois de février 2012, les autorités fiscales fédérales et provinciales nous ont informés que nous recevions des avis de nouvelle cotisation estimés à 58,0 millions de dollars, incluant les intérêts et pénalités applicables pour les exercices 2006 à 2010. Ces nouveaux avis de cotisation portent sur des déductions relatives à des investissements en immobilisations que nous avons effectués ainsi que sur l'allocation interprovinciale du revenu. Nous avons ainsi enregistré une provision de 58,0 millions de dollars à ces égards, dont un montant de 16,0 millions a été comptabilisé à titre de frais financiers et 42,0 millions à titre d'impôts sur le résultat, bien que nous ayons l'intention de nous opposer à ces nouveaux avis de cotisation. Par conséquent, l'issue de cette éventualité pourrait influencer favorablement les montants comptabilisés aux états financiers consolidés de la Société.

En excluant les impôts sur le résultat portant sur les frais de restructuration, d'intégration et coûts d'acquisition, sur la dépréciation d'actifs ainsi que les ajustements inhabituels, les impôts sur le résultat se seraient chiffrés à 6,5 millions de dollars au premier trimestre de 2012, soit un taux d'imposition de 18,4 %, comparativement à 7,1 millions, ou 18,7 %, au premier trimestre de 2011.

#### **Activités abandonnées**

Un bénéfice lié aux activités abandonnées de 0,6 million de dollars, déduction faite des impôts y afférents, avait été enregistré au premier trimestre de 2011 à l'égard de nos activités d'impression au Mexique dont nous avons disposées au cours du quatrième trimestre de 2011.

## ANALYSE DES RÉSULTATS SECTORIELS

(non audités)

(en millions de dollars)	Éliminations			Total
	Secteur de l'impression	Secteur des médias	intersectorielles et autres activités	
<b>Revenus - Premier trimestre de 2011</b>	<b>374,1 \$</b>	<b>159,2 \$</b>	<b>(18,5) \$</b>	<b>514,8 \$</b>
Acquisitions/dispositions/fermetures	(7,6)	3,2	-	(4,4)
Activités existantes				
Effet du papier	4,0	-	-	4,0
Taux de change	(1,2)	(0,1)	-	(1,3)
Croissance interne (négative)	(15,0)	(3,8)	1,6	(17,2)
<b>Revenus - Premier trimestre de 2012</b>	<b>354,3 \$</b>	<b>158,5 \$</b>	<b>(16,9) \$</b>	<b>495,9 \$</b>
<b>Résultat opérationnel ajusté - Premier trimestre de 2011</b>	<b>46,9 \$</b>	<b>6,0 \$</b>	<b>(4,2) \$</b>	<b>48,7 \$</b>
Acquisitions/dispositions/fermetures	3,8	0,3	-	4,1
Activités existantes				
Effet du papier	-	(0,1)	-	(0,1)
Taux de change	(1,3)	(0,1)	-	(1,4)
Croissance interne (négative)	(4,1)	(5,2)	1,0	(8,3)
<b>Résultat opérationnel ajusté - Premier trimestre de 2012</b>	<b>45,3 \$</b>	<b>0,9 \$</b>	<b>(3,2) \$</b>	<b>43,0 \$</b>

La direction utilise, dans cette section, le résultat opérationnel ajusté pour évaluer la performance financière de ses secteurs opérationnels et estime que cette mesure est appropriée.

### Secteur de l'impression

Les revenus du secteur de l'impression ont diminué de 5,3%, soit 19,8 millions de dollars, passant de 374,1 millions au premier trimestre de 2011 à 354,3 millions au premier trimestre de 2012. En excluant les dispositions, les fermetures ainsi que les effets du papier et du taux de change, les revenus ont diminué de 15,0 millions de dollars, soit 4,0 %. La croissance interne négative provient principalement de l'achèvement d'un important contrat visant l'impression des formulaires de recensement du Canada, qui a lieu à tous les cinq ans, ainsi que des conditions de marché plus compétitives.

Le résultat opérationnel ajusté a diminué de 3,4%, passant de 46,9 millions de dollars au premier trimestre de 2011 à 45,3 millions en 2012. Par contre, la marge opérationnelle ajustée est légèrement à la hausse, passant de 12,5 % au premier trimestre de 2011 à 12,8 % au premier trimestre de 2012 en raison d'une utilisation accrue de nos équipements plus performants. En excluant les dispositions, les fermetures ainsi que l'effet relié au taux de change, le résultat opérationnel ajusté a diminué de 4,1 millions de dollars, soit 8,7 %. Cette croissance interne négative provient majoritairement de la baisse précitée de nos revenus.

Après la clôture du premier trimestre de 2012, nous avons annoncé la finalisation de l'accord conclu avec Quad/Graphics visant l'acquisition indirecte de la totalité des actions de Quad/Graphics Canada comprenant six usines d'impression et un centre de service prémédia. Compte tenu du délai de l'approbation de cette transaction, les synergies devraient se concrétiser progressivement à compter de la fin du troisième trimestre de 2012, dont la majorité de celles-ci devraient se réaliser au cours du prochain exercice.

### Secteur des médias

Les revenus du secteur des médias ont diminué de 0,7 million de dollars, passant de 159,2 millions de dollars au premier trimestre de 2011 à 158,5 millions au premier trimestre de 2012. La croissance interne négative des revenus de 3,8 millions de dollars, soit 2,4 %, est surtout attribuable à une baisse des dépenses de publicité nationale. Par contre, la hausse des revenus liée à nos activités numériques et interactives ainsi que le lancement de nouveaux hebdomadaires au cours des derniers trimestres au Québec ont permis au secteur d'atténuer en partie cette baisse.

Le résultat opérationnel ajusté a diminué de 5,1 millions de dollars, passant de 6,0 millions au premier trimestre de 2011 à 0,9 million au premier trimestre de 2012. En excluant les acquisitions, les dispositions et les fermetures ainsi que les effets du papier et du taux de

change, la baisse a été de 5,2 millions de dollars. Cette croissance interne négative provient principalement de la baisse de revenus précitée, des coûts liés à l'expansion de notre réseau d'édition de journaux par l'entremise, entre autres, de lancements d'hebdomadaires, ainsi que d'une concurrence accrue dans certains de nos créneaux traditionnels au Québec.

Au cours des prochains trimestres de 2012, nous poursuivrons nos stratégies d'investissement visant à développer notre modèle d'activation marketing faisant appel à la complémentarité de produits et services de communication marketing imprimés et numériques, ainsi qu'à contrer la concurrence dans certains de nos créneaux plus traditionnels. Les récentes acquisitions et les lancements de journaux hebdomadaires devraient profiter aux revenus du secteur tandis que des mesures visant à réduire la structure de coûts du secteur seront mises en œuvre afin d'améliorer nos marges bénéficiaires.

### Éliminations intersectorielles et autres activités

Les éliminations de revenus intersectoriels et les autres activités sont passées d'un total négatif de 18,5 millions de dollars au cours du premier trimestre de 2011 à un total négatif de 16,9 millions au premier trimestre de 2012. Cette variation est surtout attribuable à une baisse des transactions intersectorielles au cours de cette période. Le résultat opérationnel ajusté s'est amélioré, passant de -4,2 millions de dollars au cours du premier trimestre de 2011 à -3,2 millions au premier trimestre de 2012, principalement en raison de la compensation reçue de Quad/Graphics, en attente de la clôture de la transaction visant à acquérir les actions de Quad/Graphics Canada, ainsi que d'une réduction des dépenses du siège social en 2012.

### SOMMAIRE DES RÉSULTATS INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS

(non audités)

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	IFRS					PCGR du Canada		
	2012	2011				2010		
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Revenus	496 \$	537 \$	493 \$	499 \$	515 \$	556 \$	481 \$	495 \$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté <sup>(1)</sup>	72	117	87	90	80	119	87	89
Marge du résultat opérationnel avant amortissement ajusté	14,5 %	21,8 %	17,6 %	18,0 %	15,5 %	21,4 %	18,1 %	18,0 %
Résultat opérationnel ajusté <sup>(1)</sup>	43	86	57	60	49	89	57	57
Marge du résultat opérationnel ajusté	8,7 %	16,0 %	11,6 %	12,0 %	9,5 %	16,0 %	11,9 %	11,5 %
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté <sup>(1)</sup>	27	59	32	39	29	63	33	34
Par action	0,33	0,73	0,40	0,48	0,36	0,78	0,41	0,42
En % de l'exercice	- %	37 %	20 %	25 %	18 %	40 %	21 %	22 %

Le tableau ci-dessus présente l'évolution de nos résultats trimestriels au cours des huit derniers trimestres. Nos nouveaux contrats d'impression nous ont permis de réaliser une hausse de nos revenus lors des trois premiers trimestres de l'exercice 2011 par rapport aux trimestres correspondants de l'exercice précédent. Cependant, l'achèvement d'un important contrat visant l'impression des formulaires de recensement du Canada, qui a lieu à tous les cinq ans, a affecté nos revenus du quatrième trimestre de 2011 ainsi du premier trimestre de 2012 versus leur trimestre correspondant de l'exercice précédent. De plus, la vente de nos activités d'impression de livres en noir et blanc destinés aux États-Unis a également eu un effet défavorable sur nos revenus du premier trimestre de 2012. Finalement, les résultats de notre quatrième trimestre sont quant à eux supérieurs aux autres puisque les dépenses marketing de nos clients sont habituellement plus élevées à l'automne.

## RAPPROCHEMENT DES DONNÉES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

Les données financières ont été préparées en conformité avec les IFRS. Cependant, certaines données utilisées dans le présent rapport de gestion ne sont pas définies par les IFRS et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. Nous croyons qu'un grand nombre de lecteurs de notre rapport de gestion analysent nos résultats en fonction de certaines de ces données financières non conformes aux IFRS puisque ces informations permettent de mesurer d'une manière plus appropriée la performance des activités de la Société. À l'interne, la direction utilise également ces données financières non conformes aux IFRS pour évaluer la performance de ses activités et l'efficacité de ses gestionnaires. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux IFRS. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures. Le tableau suivant permet le rapprochement des données financières IFRS et celles non conformes aux IFRS.

(non auditées)

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Pour le premier trimestre clos le 31 janvier	
	2012	2011
<b>Résultat net attribuable aux actions participantes</b>	<b>(33,3) \$</b>	<b>25,7 \$</b>
Dividendes sur actions privilégiées	1,7	1,7
Résultat net lié aux activités abandonnées (après impôts)	-	(0,6)
Participations ne donnant pas le contrôle	-	0,3
Impôts sur le résultat	47,6	5,7
Frais financiers	23,7	10,8
Frais de restructuration, d'intégration et coûts d'acquisition	2,5	1,6
Dépréciation d'actifs	0,8	3,5
<b>Résultat opérationnel ajusté</b>	<b>43,0 \$</b>	<b>48,7 \$</b>
Amortissement	28,9	31,0
<b>Résultat opérationnel avant amortissement ajusté</b>	<b>71,9 \$</b>	<b>79,7 \$</b>
<b>Résultat net attribuable aux actions participantes</b>	<b>(33,3) \$</b>	<b>25,7 \$</b>
Résultat net lié aux activités abandonnées (après impôts)	-	(0,6)
Ajustements inhabituels aux impôts sur le résultat (après impôts)	42,0	-
Frais de restructuration, d'intégration et coûts d'acquisition (après impôts)	1,8	1,2
Dépréciation d'actifs (après impôts)	0,6	2,5
Frais financiers liés aux ajustements inhabituels aux impôts sur le résultat (après impôts)	16,0	-
<b>Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté</b>	<b>27,1 \$</b>	<b>28,8 \$</b>
Nombre moyen d'actions participantes en circulation	81,0	81,0
<b>Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté par action</b>	<b>0,33 \$</b>	<b>0,36 \$</b>
	<b>Au 31 janvier 2012</b>	<b>Au 31 octobre 2011</b>
Dette à long terme	211,9 \$	292,5 \$
Portion courante de la dette à long terme	312,9	271,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(56,8)	(75,0)
<b>Endettement net</b>	<b>468,0 \$</b>	<b>489,4 \$</b>
Montant à verser à Quad/Graphics à la clôture de la transaction visant l'acquisition indirecte de Quad/Graphics Canada	50,0	50,0
<b>Endettement net ajusté</b>	<b>518,0 \$</b>	<b>539,4 \$</b>
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté (12 derniers mois)	365,6 \$	373,4 \$
<b>Ratio d'endettement net</b>	<b>1,28x</b>	<b>1,31x</b>
<b>Ratio d'endettement net ajusté</b>	<b>1,42x</b>	<b>1,44x</b>

## SITUATION FINANCIÈRE, LIQUIDITÉS ET STRUCTURE DU CAPITAL – PREMIER TRIMESTRE CLOS LE 31 JANVIER

(non auditées)

(en millions de dollars)	2012	2011
<b>Activités opérationnelles</b>		
Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant variation		
des éléments hors caisse liés aux opérations et des impôts sur le résultat payés	73,9 \$	81,7 \$
Variation des éléments hors caisse liés aux opérations	(16,3)	(12,7)
Impôts sur le résultat payés	(2,3)	(6,5)
Flux de trésorerie liés aux opérations des activités poursuivies	55,3 \$	62,5 \$
<b>Activités d'investissement</b>		
Acquisitions d'entreprises	- \$	(4,8) \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles, déduction faite des dispositions	(7,9)	(20,4)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et autres éléments d'actif	(4,7)	(4,9)
Flux de trésorerie liés aux investissements des activités poursuivies	(12,6) \$	(30,1) \$
<b>Activités de financement</b>		
Remboursement de la dette à long terme	(8,1) \$	(7,3) \$
Augmentation (diminution) du crédit à terme rotatif	(34,1)	6,5
Frais financiers de la dette à long terme	(6,3)	(7,9)
Émission d'actions participantes	0,1	0,1
Dividendes sur actions participantes	(10,9)	(8,9)
Dividendes sur actions privilégiées	(1,7)	(1,7)
Contrat de vente à terme d'obligations	-	(6,0)
Flux de trésorerie liés au financement des activités poursuivies	(61,0) \$	(25,2) \$
<b>Situation financière</b>	<b>Au 31 janvier 2012</b>	<b>Au 31 octobre 2011</b>
Endettement net ajusté <sup>(1)</sup>	518,0 \$	539,4 \$
Ratio d'endettement net ajusté <sup>(1)</sup>	1,42x	1,44x
Cote de crédit		
DBRS	BBB haut	BBB haut
	Stable	Stable
Standard and Poor's	BBB	BBB
	Stable	Stable

<sup>(1)</sup> Veuillez vous référer à la section « Rapprochement des données non conformes aux IFRS » à la page 8 de ce présent rapport.

### Flux de trésorerie liés aux opérations des activités poursuivies

Les fonds générés par l'exploitation avant variation des éléments hors caisse et des impôts sur le résultat payés liés à l'exploitation ont diminué passant de 81,7 millions de dollars en 2011 à 73,9 millions en 2012. De plus, les variations des éléments hors caisse liés à l'exploitation ont occasionné une sortie de fonds de 16,3 millions de dollars en 2012, comparativement à 12,7 millions en 2011. Par conséquent, les fonds générés par l'exploitation ont diminué, occasionnant une entrée de fonds de 55,3 millions de dollars en 2012, comparativement à 62,5 millions en 2011, principalement en raison d'une baisse du résultat opérationnel.

### Flux de trésorerie liés aux investissements des activités poursuivies

Nous avons considérablement réduit nos investissements au cours du premier trimestre de 2012 comparativement à 2011, principalement en raison d'une baisse des acquisitions d'immobilisations corporelles, surtout au sein du secteur de l'impression, qui profite encore des investissements majeurs réalisés au cours des dernières années.

## Flux de trésorerie liés au financement des activités poursuivies

Au cours du premier trimestre de 2012, nous avons versé 10,9 millions de dollars en dividendes aux détenteurs d'actions participantes ainsi que 1,7 millions aux détenteurs d'actions privilégiées comparativement à 8,9 millions et 1,7 millions respectivement au cours de la même période en 2011. Les dividendes versés sur les actions participantes ont augmenté en raison de deux hausses réalisées au cours de l'exercice 2011 qui a fait passer le dividende trimestriel de 0,09\$ au premier trimestre de 2011 à 0,135\$ en 2012.

Après la fin du premier trimestre de 2012, nous avons annoncé une augmentation du dividende par action participante qui fera ainsi passer le dividende trimestriel à 0,145\$.

## Instruments d'emprunt

En date du 31 janvier 2012, le ratio d'endettement net ajusté s'établissait à 1,42x (1,44x au 31 octobre 2011). Cette amélioration provient surtout des flux de trésorerie générés ainsi que de la réduction de notre programme de dépenses en immobilisations corporelles et incorporelles. Ainsi, l'endettement net ajusté de 539,4 millions de dollars au 31 octobre 2011 à 518,0 millions au 31 janvier 2012.

Après la clôture du trimestre, nous avons annoncé la mise en place d'une nouvelle facilité de crédit à terme de cinq ans, non garantie, d'une valeur de 400,0 millions de dollars et venant à échéance en février 2017. De plus, nous disposerons aussi de la facilité de crédit actuelle réduite à 200,0 millions de dollars (dont 148,0 millions étaient utilisés en date du 31 janvier 2012), qui demeurera en place jusqu'à son échéance, en septembre 2012. Il est à noter que notre programme de titrisation d'un montant de 200,0 millions de dollars était inutilisé au 31 janvier 2012.

Les billets de premier rang non garantis d'un montant total de 75,0 millions de dollars américains (75,1 millions de dollars canadiens) qui venaient à échéance le 1<sup>er</sup> mars dernier ont été remboursés par l'entremise de nos facilités de crédit.

## Capital-actions

Le tableau ci-dessous présente les données des actions en circulation au 31 janvier 2012 et au 29 février 2012 :

Actions émises et en circulation	Au 31 janvier 2012	Au 29 février 2012
<b>Catégorie A</b> (droit de vote subalterne)	65 885 582	65 901 932
<b>Catégorie B</b> (droit de vote multiple)	15 151 235	15 151 235
<b>Privilégiées de série D</b> (à dividende cumulatif)	4 000 000	4 000 000

## MODIFICATIONS FUTURES DES MÉTHODES COMPTABLES

### Instruments financiers

En octobre 2010, l'IASB a publié l'IFRS 9 « Instruments financiers », première partie d'un projet en trois étapes visant le remplacement d'IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » et IFRIC 9 « Réexamen des dérivés incorporés ». La première partie couvre le classement et l'évaluation des actifs et des passifs financiers, et les deux autres parties couvrent la dépréciation des actifs financiers et la comptabilité de couverture.

Afin de déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une approche unique qui remplace les modèles d'évaluation et de catégories multiples établis par IAS 39. Selon l'IFRS 9, c'est la manière dont une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers qui dictent le classement de ces derniers. La majorité des exigences de classement et d'évaluation des passifs financiers d'IAS 39 ont été reportées dans l'IFRS 9. Cependant, les exigences d'évaluation des passifs financiers à la juste valeur ont changé; la partie des variations de la juste valeur liée au risque de crédit propre à l'entité doit être présentée dans les autres éléments du résultat global plutôt qu'à l'état consolidé du résultat. L'IFRS 9 s'applique prospectivement aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, et son application anticipée est permise.

### États financiers consolidés

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 10 « États financiers consolidés », visant le remplacement d'IAS 27 « États financiers consolidés et individuels » et SIC-12 « Consolidation - Entités ad hoc ». L'IFRS 10 définit la notion de contrôle comme étant le facteur déterminant de

l'inclusion d'une entité dans le périmètre de consolidation des états financiers consolidés d'une entité. L'IFRS 10 s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, et son application anticipée est permise.

### **Partenariats**

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 11 « Partenariats », visant le remplacement d'IAS 31 « Participation dans des coentreprises » et SIC-13 « Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs ». L'IFRS 11 porte sur les droits et les obligations contractuels inhérents à un partenariat, plutôt que sur la forme juridique de l'accord. L'IFRS 11 supprime le choix d'utiliser la méthode de la consolidation proportionnelle lors de la comptabilisation des participations dans des entités contrôlées conjointement, et exige le recours à la méthode de la mise en équivalence. L'IFRS 11 s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, et son application anticipée est permise.

La Société utilise actuellement la méthode de la consolidation proportionnelle pour comptabiliser les participations dans des coentreprises, mais devra appliquer la méthode de la mise en équivalence selon l'IFRS 11. Selon cette méthode, la quote-part revenant à la Société de l'actif net, du résultat net et des autres éléments du résultat global des coentreprises sera présentée dans un seul poste, respectivement dans l'état consolidé de la situation financière, l'état consolidé du résultat et l'état consolidé du résultat global.

### **Informations à fournir sur les participations dans les autres entités**

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités ». L'IFRS 12 complète les obligations d'information concernant les intérêts qu'une entité détient dans des filiales, des partenariats, des entreprises associées et des entités structurées consolidées. L'IFRS 12 exige qu'une entité présente des informations sur la nature et les risques associés à toutes ses participations dans d'autres entités, et les effets de ces participations sur sa situation financière, son rendement financier et ses flux de trésorerie. L'IFRS 12 s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, et son application anticipée est permise.

### **Évaluation de la juste valeur**

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur ». L'IFRS 13 améliore la cohérence et réduit la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur. L'IFRS 13 remplace ainsi les directives relatives à l'évaluation de la juste valeur qui sont contenues dans des IFRS individuelles par une source unique de directives pour toutes les évaluations de la juste valeur. L'IFRS 13 s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, et son application anticipée est permise.

### **Avantages du personnel**

En juin 2011, l'IASB a publié une version modifiée d'IAS 19 « Avantages du personnel » afin de refléter d'importants changements aux normes de comptabilisation et d'évaluation de la charge de retraite au titre des régimes à prestations définies et des indemnités de fin de contrat de travail. Selon l'IAS 19 modifié, la méthode du corridor, en vertu de laquelle la comptabilisation des écarts actuariels pouvait être différée, est désormais éliminée. L'IAS 19 modifié met en place une nouvelle approche aux fins du calcul et de la présentation des charges d'intérêt nettes sur le passif (l'actif) au titre des prestations définies, selon laquelle le rendement de l'actif sera identique aux taux utilisés pour actualiser le passif. L'IAS 19 modifié s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, et son application anticipée est permise.

La Société évalue actuellement l'incidence de l'application de ces nouvelles normes sur les états financiers consolidés.

### **RISQUES ET INCERTITUDES**

Aucun changement significatif au chapitre de nos risques et incertitudes depuis la publication de notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 octobre 2011. Pour plus d'informations, veuillez vous référer à la section correspondante de notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 octobre 2011.

### **CONTRÔLES ET PROCÉDURES**

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers consolidés selon les IFRS.

Au cours du premier trimestre clos le 31 janvier 2012, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle n'a été portée à l'attention de la direction de la Société, y compris le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière et du développement de la Société.

## ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN

### Acquisition indirecte des actions de Quad/Graphics Canada

Le 1<sup>er</sup> mars 2012, nous avons clôturé la transaction visant l'acquisition indirecte des actions de Quad/Graphics Canada. Par l'entremise de cette transaction, nous acquérons ainsi six usines d'impression ainsi qu'un centre de services prémédia qui représentent des revenus d'environ 230 millions de dollars et plus de 1000 employés.

### Signature d'une nouvelle facilité de crédit

Après la clôture du premier trimestre, nous avons mis en place une nouvelle facilité de crédit à terme de cinq ans, non garantie, d'une valeur de 400 millions de dollars qui viendra à échéance en février 2017.

## PERSPECTIVES

L'intégration des activités de Quad/Graphics Canada s'effectuera stratégiquement au cours des prochains trimestres. Ces activités devraient générer des revenus annualisés supplémentaires de près de 230 millions de dollars, dont près de 150 millions devraient se matérialiser d'ici la fin de l'exercice 2012, en plus de réaliser des synergies considérables. De plus, à compter du deuxième trimestre de 2012, le secteur de l'impression profitera de l'entente conclue avec Canadian Tire en février 2011. Toutefois, la vente de nos activités d'impression de livres en noir et blanc destinés aux États-Unis ainsi que l'achèvement de notre contrat visant l'impression des formulaires de recensement viendront partiellement réduire ces augmentations de revenus au cours des prochains trimestres. De plus, nous croyons que les conditions de marché combinées à la concurrence accrue au sein du secteur de l'impression en général exerceront une pression sur nos marges bénéficiaires, plus particulièrement lors de renouvellements de contrats.

La fusion des secteurs des médias et de l'interactif au début de l'exercice, combinée à la poursuite de nos investissements, devraient nous permettre d'accélérer l'intégration de notre offre de produits et de services marketing pour ainsi augmenter nos revenus et améliorer graduellement la rentabilité de nos plateformes numériques et interactives au fil des prochains trimestres. De plus, nous poursuivrons notre stratégie visant à sécuriser nos parts de marché au sein de certains de nos créneaux traditionnels qui font présentement face à une concurrence accrue en plus d'améliorer nos marges bénéficiaires par l'entremise, entre autres, de mesures visant à réduire notre structure de coûts. Finalement, les conditions de marché relatives aux dépenses publicitaires nationales risquent de demeurer difficiles au cours des prochains trimestres, ce qui aurait un effet défavorable pour le secteur, plus particulièrement pour le Groupe des solutions d'affaires et aux consommateurs.

Nous croyons que les synergies provenant de l'intégration des activités de Quad/Graphics Canada combinées à la mise en œuvre du plan de rationalisation dans le secteur des médias nous permettra de générer des synergies de plus de 50 millions de dollars sur une base annualisée au cours des 12 à 24 prochains mois, dont plus de 10 millions de dollars devrait se matérialiser d'ici la fin de l'exercice.

Finalement, notre solide situation financière, les flux monétaires importants qui seront générés par nos opérations, combinés à un programme de dépenses en immobilisations corporelles et incorporelles qui sera limité à un maximum de 75 millions de dollars au cours du présent exercice, devrait nous permettre de conserver notre flexibilité financière afin de poursuivre notre stratégie visant à consolider nos actifs traditionnels ainsi que d'investir au sein de projets internes ainsi que de procéder à des acquisitions stratégiques si elles se présentent.

Au nom de la direction,



Nelson Gentiletti  
Le chef de la direction financière et du développement de la Société

Le 12 mars 2012

## ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT

non audités

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)	Notes	Trois mois clos les 31 janvier	
		2012	2011
Revenus		495.9 \$	514.8 \$
Charges opérationnelles		424.0	435.1
Frais de restructuration, d'intégration et coûts d'acquisition	11	2.5	1.6
Dépréciation d'actifs	4	0.8	3.5
Résultat opérationnel avant amortissement		68.6	74.6
Amortissement	5	28.9	31.0
Résultat opérationnel		39.7	43.6
Frais financiers	6	23.7	10.8
Résultat avant impôts sur le résultat		16.0	32.8
Impôts sur le résultat	7	47.6	5.7
Résultat net lié aux activités poursuivies		(31.6)	27.1
Résultat net lié aux activités abandonnées	8	-	0.6
<b>Résultat net</b>		<b>(31.6)</b>	<b>27.7</b>
Participations ne donnant pas le contrôle		-	0.3
<b>Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société</b>		<b>(31.6)</b>	<b>27.4</b>
Dividendes sur actions privilégiées, déduction faite des impôts y afférents		1.7	1.7
<b>Résultat net attribuable aux actions participantes</b>		<b>(33.3) \$</b>	<b>25.7 \$</b>
Résultat net par action participante - de base et dilué			
Activités poursuivies	12	(0.41) \$	0.31 \$
Activités abandonnées		-	0.01
		<b>(0.41) \$</b>	<b>0.32 \$</b>
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - de base (en millions)	12	81.0	81.0
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - dilué (en millions)	12	81.0	81.1

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

non audités

(en millions de dollars canadiens)	Notes	Trois mois clos les 31 janvier	
		2012	2011
<b>Résultat net</b>		<b>(31.6) \$</b>	27.7 \$
<b>Autres éléments du résultat global</b>			
<b>Éléments qui seront reclassés au résultat net :</b>			
<b>Variation nette liée aux couvertures de flux de trésorerie</b>			
Variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie		(1.2)	0.4
Reclassement de la variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie au cours des périodes antérieures, porté au résultat net au cours de la période considérée		2.6	1.5
Impôts sur le résultat y afférent		1.6	0.7
		<b>(0.2)</b>	1.2
<b>Écarts de conversion cumulés</b>			
Gains nets (pertes nettes) sur la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes		0.5	(1.7)
<b>Éléments qui ne seront pas reclassés au résultat net :</b>			
<b>Variation des écarts actuariels au titre des régimes de retraite à prestations définies</b>			
Écarts actuariels au titre des régimes de retraite à prestations définies		(15.6)	22.5
Impôts sur le résultat y afférent		(4.9)	6.0
		<b>(10.7)</b>	16.5
<b>Autres éléments du résultat global</b>	14	<b>(10.4)</b>	16.0
<b>Résultat global</b>		<b>(42.0) \$</b>	43.7 \$
<b>Attribuable aux :</b>			
Actionnaires de la Société		<b>(42.0) \$</b>	43.4 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		-	0.3
		<b>(42.0) \$</b>	43.7 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

non audités

(en millions de dollars canadiens)

	Attribuables aux actionnaires de la Société						Total des capitaux propres
	Capital social	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	
Solde au 31 octobre 2011	478.1 \$	1.8 \$	754.1 \$	(28.1) \$	1,205.9 \$	0.8 \$	1,206.7 \$
<b>Résultat net</b>	-	-	(31.6)	-	(31.6)	-	(31.6)
<b>Autres éléments du résultat global</b>	-	-	-	(10.4)	(10.4)	-	(10.4)
<b>Apports des actionnaires et contributions aux actionnaires</b>							
Levée d'options d'achat d'actions	0.1	-	-	-	0.1	-	0.1
Dividendes	-	-	(12.6)	-	(12.6)	-	(12.6)
Coûts de la rémunération sous forme d'options d'achat d'actions	-	0.2	-	-	0.2	-	0.2
<b>Solde au 31 janvier 2012</b>	<b>478.2 \$</b>	<b>2.0 \$</b>	<b>709.9 \$</b>	<b>(38.5) \$</b>	<b>1,151.6 \$</b>	<b>0.8 \$</b>	<b>1,152.4 \$</b>
Solde au 1er novembre 2010	477.9 \$	1.1 \$	673.1 \$	(4.5) \$	1,147.6 \$	0.8 \$	1,148.4 \$
<b>Résultat net</b>	-	-	27.4	-	27.4	0.3	27.7
<b>Autres éléments du résultat global</b>	-	-	-	16.0	16.0	-	16.0
<b>Apports des actionnaires et contributions aux actionnaires</b>							
Levée d'options d'achat d'actions	0.1	-	-	-	0.1	-	0.1
Dividendes	-	-	(10.6)	-	(10.6)	(0.8)	(11.4)
Coûts de la rémunération sous forme d'options d'achat d'actions	-	0.2	-	-	0.2	-	0.2
<b>Solde au 31 janvier 2011</b>	<b>478.0 \$</b>	<b>1.3 \$</b>	<b>689.9 \$</b>	<b>11.5 \$</b>	<b>1,180.7 \$</b>	<b>0.3 \$</b>	<b>1,181.0 \$</b>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

non audités

(en millions de dollars canadiens)	Notes	Au 31 janvier 2012	Au 31 octobre 2011	Au 1er novembre 2010
<b>Actifs courants</b>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie		56.8 \$	75.0 \$	31.9 \$
Débiteurs	10 et 15	368.1	436.3	440.6
Impôts sur le résultat à recevoir		7.4	14.7	19.5
Stocks		76.2	80.2	77.6
Frais payés d'avance et autres actifs courants		15.3	18.3	19.3
Actif courant lié aux activités abandonnées	8	-	-	26.4
		<b>523.8</b>	<b>624.5</b>	<b>615.3</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>				
		<b>672.9</b>	<b>690.6</b>	<b>772.3</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
		<b>147.9</b>	<b>149.6</b>	<b>179.1</b>
<b>Goodwill</b>	19	<b>682.8</b>	<b>682.5</b>	<b>678.1</b>
<b>Impôts sur le résultat différés</b>		<b>199.2</b>	<b>197.7</b>	<b>193.8</b>
<b>Autres éléments d'actif</b>		<b>28.9</b>	<b>20.2</b>	<b>32.3</b>
<b>Actif non courant lié aux activités abandonnées</b>	8	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>49.5</b>
		<b>2,255.5 \$</b>	<b>2,365.1 \$</b>	<b>2,520.4 \$</b>
<b>Passifs courants</b>				
Créditeurs et charges à payer		217.9 \$	293.5 \$	329.6 \$
Provisions	11	6.9	10.7	15.7
Impôts sur le résultat à payer	7	86.4	33.5	29.0
Abonnements perçus d'avance et dépôts		34.0	32.5	38.4
Portion courante de la dette à long terme		312.9	271.9	293.8
Passif courant lié aux activités abandonnées	8	-	-	12.8
		<b>658.1</b>	<b>642.1</b>	<b>719.3</b>
<b>Dette à long terme</b>				
		<b>211.9</b>	<b>292.5</b>	<b>436.9</b>
<b>Impôts sur le résultat différés</b>		<b>124.3</b>	<b>127.2</b>	<b>124.3</b>
<b>Provisions</b>	11	<b>8.6</b>	<b>8.7</b>	<b>10.6</b>
<b>Autres éléments du passif</b>		<b>100.2</b>	<b>87.9</b>	<b>80.2</b>
<b>Passif non courant lié aux activités abandonnées</b>	8	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0.7</b>
		<b>1,103.1</b>	<b>1,158.4</b>	<b>1,372.0</b>
<b>Capitaux propres</b>				
Capital social		478.2	478.1	477.9
Surplus d'apport		2.0	1.8	1.1
Résultats non distribués		709.9	754.1	673.1
Cumul des autres éléments du résultat global	14	(38.5)	(28.1)	(4.5)
Attribuables aux actionnaires de la Société		<b>1,151.6</b>	<b>1,205.9</b>	<b>1,147.6</b>
Participations ne donnant pas le contrôle		0.8	0.8	0.8
		<b>1,152.4</b>	<b>1,206.7</b>	<b>1,148.4</b>
		<b>2,255.5 \$</b>	<b>2,365.1 \$</b>	<b>2,520.4 \$</b>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

non audités

(en millions de dollars canadiens)	Notes	Trois mois clos les 31 janvier	
		2012	2011
<b>Activités opérationnelles</b>			
Résultat net		(31.6) \$	27.7 \$
Moins : Résultat net lié aux activités abandonnées	8	-	0.6
Résultat net lié aux activités poursuivies		(31.6)	27.1
Ajustements pour rapprocher le résultat net lié aux activités poursuivies et les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles :			
Amortissement	5	33.8	36.8
Dépréciation d'actifs	4	0.8	3.5
Frais financiers de la dette à long terme	6	6.9	10.1
Intérêts sur éventualités fiscales	6	16.0	-
Gains nets à la cession d'actifs		(0.4)	-
Impôts sur le résultat	7	47.6	5.7
Rémunération sous forme d'options d'achat d'actions	13	0.2	0.2
Autres		0.6	(1.7)
Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant variation des éléments hors caisse liés aux opérations et des impôts sur le résultat payés		73.9	81.7
Variation des éléments hors caisse liés aux opérations		(16.3)	(12.7)
Impôts sur le résultat payés		(2.3)	(6.5)
Flux de trésorerie liés aux opérations des activités poursuivies		55.3	62.5
Flux de trésorerie liés aux opérations des activités abandonnées		-	(0.3)
		55.3	62.2
<b>Activités d'investissement</b>			
Acquisitions d'entreprises		-	(4.8)
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(8.3)	(20.5)
Cessions d'immobilisations corporelles		0.4	0.1
Augmentation des immobilisations incorporelles et autres éléments d'actifs		(4.7)	(4.9)
Flux de trésorerie liés aux investissements des activités poursuivies		(12.6)	(30.1)
Flux de trésorerie liés aux investissements des activités abandonnées		-	(0.4)
		(12.6)	(30.5)
<b>Activités de financement</b>			
Remboursement de la dette à long terme		(8.1)	(7.3)
Augmentation (diminution) du crédit à terme rotatif		(34.1)	6.5
Frais financiers de la dette à long terme	6	(6.3)	(7.9)
Dividendes sur actions participantes		(10.9)	(8.9)
Dividendes sur actions privilégiées		(1.7)	(1.7)
Émission d'actions participantes	13	0.1	0.1
Contrat de vente à terme d'obligations		-	(6.0)
Autres		-	-
Flux de trésorerie liés au financement des activités poursuivies		(61.0)	(25.2)
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaies étrangères			
		0.1	(0.3)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(18.2)	6.2
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		75.0	36.3
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période		56.8 \$	42.5 \$
<b>Activités d'investissement et de financement sans effet sur la trésorerie</b>			
Variation nette des acquisitions d'immobilisations financées par des créditeurs		2.5 \$	13.6 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

---

## 1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

Transcontinental inc. (la « Société ») est constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions. Ses actions à droit de vote subalterne catégorie A, les actions catégorie B et les actions privilégiées de premier rang à taux révisé et à dividende cumulatif, série D, se négocient à la Bourse de Toronto. Le siège social de la Société est situé au 1, Place Ville Marie, bureau 3315, Montréal (Québec), Canada H3B 3N2.

La Société exerce ses activités au Canada et aux États-Unis dans deux secteurs distincts : le secteur de l'impression et le secteur des médias. Le secteur de l'impression regroupe les activités d'impression destinées aux éditeurs de magazines, de livres et de journaux, ainsi qu'aux détaillants. Le secteur des médias regroupe les activités d'édition de magazines, d'ouvrages pédagogiques en français et de journaux, une plateforme numérique diversifiée et un réseau de distribution de porte-en-porte de matériel publicitaire grâce auxquels les annonceurs rejoignent directement les consommateurs.

Les résultats opérationnels des périodes intermédiaires ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats prévus pour l'ensemble de l'exercice en raison du caractère saisonnier de certaines activités de la Société. Les résultats opérationnels sont grandement influencés par le marché de la publicité, lequel est plus actif au quatrième trimestre.

Le conseil d'administration de la Société a approuvé les présents états financiers le 12 mars 2012.

## 2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

### Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés intermédiaires reflètent la première adoption des Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), et en particulier, conformément à l'IAS 34 « Information financière intermédiaire » et à l'IFRS 1 « Première application des Normes internationales d'information financière ». Depuis le 1er novembre 2011, ces normes IFRS remplacent les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada, tel qu'établis à la Partie V du Manuel de l'ICCA.

Les méthodes comptables dans les présents états financiers consolidés intermédiaires diffèrent de celles qui sont présentées dans les états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2011. La norme IFRS 1 « Première application des Normes internationales d'information financière » a été appliquée pour effectuer la transition aux IFRS et dresser l'état consolidé de la situation financière d'ouverture au 1er novembre 2010 (la « date de transition »). Cette norme prévoit l'application rétroactive des IFRS avec certaines exemptions et exceptions. La note 19 « Transition aux IFRS » présente l'incidence du basculement des PCGR vers les IFRS. En outre, elle présente le rapprochement de la situation financière consolidée au 1er novembre 2010 et au 31 octobre 2011, le rapprochement de la performance financière consolidée et des flux de trésorerie consolidés pour la période de trois mois close le 31 janvier 2011 et pour l'exercice clos le 31 octobre 2011, ainsi que le rapprochement des capitaux propres au 1er novembre 2010, au 31 janvier 2011 et au 31 octobre 2011. De plus, la note 19 « Transition aux IFRS » présente certaines données financières devant figurer dans les états financiers consolidés annuels établis selon les IFRS, aux fins de la comparaison de la période annuelle. Certaines informations ont aussi été reclassées ou ajoutées pour être conformes aux exigences de divulgation des IFRS.

Les états financiers consolidés IFRS ont été établis conformément aux méthodes comptables ci-dessous :

### a) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été établis selon la méthode du coût historique, sauf en ce qui concerne certains instruments financiers qui ont été évalués selon leur juste valeur, tel qu'indiqué dans les méthodes comptables ci-dessous. Le coût historique est généralement fondé sur la juste valeur de la contrepartie cédée en échange des actifs.

### b) Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société, de ses filiales et de ses coentreprises. Les méthodes comptables décrites ont été appliquées de manière constante et uniforme par toutes les filiales et les coentreprises.

#### i) Filiales

Les filiales sont des entités dont la Société est en mesure de contrôler les politiques financières et opérationnelles afin de bénéficier des avantages de leurs activités. Les états financiers des filiales sont intégrés dans les états financiers consolidés de la Société depuis la date de la prise de contrôle, jusqu'à la date de la perte de contrôle. Les états financiers des filiales qui sont établis selon les PCGR sont convertis en IFRS aux fins de la consolidation. Une entité consolidée intégralement mais qui n'est pas détenue en totalité par la Société donne lieu à une participation ne donnant pas le contrôle, qui est présentée distinctement à l'état consolidé du résultat et à l'état consolidé de la situation financière.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les principales filiales détenues par la Société sont les suivantes :

	Détention
Imprimeries Transcontinental 2007 inc. (Québec)	100 %
Imprimeries Transcontinental Inc. (Canada)	100
Imprimeries Transcontinental 2005 S.E.N.C. (Québec)	100
Transcontinental Printing Corporation (Delaware)	100
Transcontinental Interactif inc. (Ontario)	100
Médias Transcontinental inc. (Québec)	100
Médias Transcontinental S.E.N.C. (Québec)	100
6138454 Canada inc. (Canada)	100

#### ii) Coentreprises

Les coentreprises sont des entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle conjoint en vertu d'un accord contractuel et qui requièrent que les décisions stratégiques financières et opérationnelles fassent l'objet d'un consentement unanime. Les participations dans les coentreprises sont principalement dans le secteur des médias, et sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle. L'effet de ces coentreprises sur les états financiers consolidés de la Société est négligeable.

#### c) Regroupement d'entreprises

Les acquisitions d'entreprises sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition, et leurs résultats d'opérations sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date d'acquisition. La contrepartie transférée correspond au total de la juste valeur des actifs remis, des instruments de capitaux propres émis, des passifs contractés ou repris par la Société et des contreparties éventuelles, à la date d'acquisition, en échange du contrôle de l'entité acquise. L'excédent de la contrepartie transférée sur la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge est comptabilisé à titre de goodwill.

Si l'accord comprend une contrepartie éventuelle, celle-ci est évaluée à la juste valeur à la date d'acquisition, est ajoutée à la contrepartie transférée et un passif du même montant est comptabilisé. Toute variation ultérieure de la juste valeur de la contrepartie éventuelle sera comptabilisée au coût d'acquisition, si elle se rattache à des ajustements pendant la période d'évaluation, ou au résultat net, si elle se rattache à des ajustements après la période d'évaluation. La période d'évaluation correspond à la période entre la date d'acquisition et la date à laquelle la Société a reçu les informations complètes sur les faits et circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition. Cette période est d'une durée maximale de 12 mois.

Les coûts de transaction attribuables à l'acquisition sont comptabilisés au résultat net au moment où ils sont engagés.

Si la comptabilisation initiale du regroupement d'entreprises est inachevée au moment de la publication de l'information financière pour la période au cours de laquelle l'acquisition survient, la Société présente les montants provisoires pour les éléments pour lesquels l'évaluation est inachevée. L'achèvement de l'évaluation de ces éléments sera pris en compte à titre d'ajustement des actifs acquis et des passifs assumés durant la période d'évaluation, et comptabilisé au résultat net par la suite.

Dans le cas d'acquisitions d'entreprises à moins de 100 %, une participation ne donnant pas le contrôle est évaluée soit à la juste valeur, soit à la quote-part de la participation ne donnant pas le contrôle dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise. Le choix de la base d'évaluation se fait transaction par transaction.

#### d) Constatation des revenus

Les revenus sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, diminués du montant estimatif des rabais et autres réductions similaires accordés aux clients.

Dans le cadre de la vente de biens, la Société constate ses revenus lorsque les critères suivants sont respectés :

- il y a eu transfert des risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens;
- la Société n'est plus impliquée dans la gestion ni dans le contrôle effectif des biens vendus;
- le montant des revenus peut être évalué de façon fiable;
- il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société;
- les coûts engagés ou à engager concernant la transaction peuvent être évalués de façon fiable.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

---

### 2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Dans le cadre de la prestation de services, la Société constate ses revenus lorsque les critères suivants sont respectés :

- le montant des revenus peut être évalué de façon fiable;
- le degré d'avancement de l'activité peut être évalué de façon fiable;
- il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société;
- les coûts engagés ou à engager concernant la transaction peuvent être évalués de façon fiable.

i) Dans le secteur de l'impression, l'impression constitue la principale source de revenus. Ces derniers sont constatés au moment où les produits sont expédiés ou livrés, selon l'entente conclue avec le client. La plupart des ventes sont livrées promptement aux clients; ainsi, la Société n'a pas de montants importants de produits en cours et produits finis en inventaire.

ii) Dans le secteur des médias, les revenus sont constatés comme suit :

Revenus de publicité :

Les revenus de publicité sont constatés à la date de parution dans le cas d'une publication quotidienne ou hebdomadaire, ou à la date de sortie dans le cas d'une publication mensuelle.

Revenus d'abonnement :

Les revenus d'abonnement sont constatés linéairement, sur la base des contrats, soit la période pendant laquelle les services seront rendus. Ainsi, les montants encaissés sont comptabilisés dans les abonnements perçus d'avance, et sont par la suite virés aux résultats en fonction de la durée des abonnements.

Revenus de distribution :

Les revenus de distribution de porte-en-porte sont constatés à la date de livraison du matériel publicitaire.

Revenus en kiosque :

Les revenus en kiosque sont constatés au moment de la livraison, déduction faite d'une provision pour retours et frais de livraison.

Revenus d'ouvrages pédagogiques :

Les revenus d'ouvrages pédagogiques sont constatés au moment où les ouvrages sont expédiés aux clients, selon l'entente conclue avec le client.

Revenus d'édition :

Les revenus d'édition sont constatés à l'avancement des travaux, tel que prévu selon l'entente conclue avec le client.

Revenus de préparation de contenu :

Les revenus de préparation de contenu sont constatés à l'avancement des travaux, tel que prévu selon l'entente conclue avec le client.

Revenus de production de publications sur mesure :

Les revenus de production de publications sur mesure sont constatés lorsque les produits sont expédiés ou livrés, ou lorsque les services ont été rendus, selon l'entente conclue avec le client. Les revenus de mise à jour des publications numériques sont constatés à l'avancement des travaux.

Revenus d'utilisation des outils informatisés :

Les revenus d'utilisation des outils informatisés sont constatés en fonction du volume d'utilisation, de l'espace stockage ou des rapports générés, selon l'entente conclue avec le client. Les revenus ainsi facturés tiennent également compte d'escomptes liés aux échelles d'utilisation.

Revenus de projets marketing :

Les revenus de projets marketing sont constatés à l'avancement des travaux, tel que prévu selon l'entente conclue avec le client.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

---

### 2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

#### e) Opérations d'échange

Dans le cours normal de ses activités, la Société offre de la publicité en échange de biens ou de services. Les revenus ainsi générés sont mesurés à la juste valeur des biens ou des services reçus ou cédés lorsque la juste valeur des biens ou services reçus ne peut être évaluée de façon fiable. Pour la période de trois mois close le 31 janvier 2012, la Société a constaté un montant de 1,9 million de dollars à titre d'opérations d'échange (1,3 million pour la même période en 2011).

#### f) Impôts sur le résultat

La Société comptabilise les impôts sur les résultats selon la méthode du passif fiscal. La charge d'impôt représente la somme de l'impôt exigible et de l'impôt différé. Elle est comptabilisée au résultat, sauf dans la mesure où elle se rapporte à des éléments constatés directement dans les capitaux propres, auquel cas elle est comptabilisée dans les capitaux propres.

##### i) Impôt exigible

L'impôt exigible est l'impôt qui devra vraisemblablement être payé ou récupéré au titre du résultat imposable de la période, d'après les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture des états financiers, et il comprend également tout ajustement de la charge ou du recouvrement d'impôt concernant les exercices antérieurs. Le résultat imposable diffère du résultat comptabilisé à l'état consolidé du résultat en raison d'éléments de produits et de charges qui sont imposables ou déductibles au cours d'autres périodes, ou d'éléments qui ne seront jamais imposables, ni déductibles.

##### ii) Impôt différé

L'impôt différé est déterminé en fonction des différences temporelles entre les valeurs comptables et les bases fiscales des actifs et passifs, et est mesuré aux taux d'impôt qui devraient s'appliquer dans la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, en fonction des taux d'impôt en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de clôture des états financiers. Aucun impôt différé n'est comptabilisé relativement aux différences temporelles suivantes : la comptabilisation initiale d'actifs ou de passifs dans le cadre d'une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui ne touche ni le résultat (la perte) comptable, ni le résultat imposable (la perte fiscale), ainsi que les différences qui se rapportent à des participations dans des filiales ou des entreprises contrôlées conjointement, dans la mesure où il est probable que ces différences ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible. En outre, aucun impôt différé n'est comptabilisé au titre des différences temporelles qui résultent de la comptabilisation initiale du goodwill. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque fin de période et une réduction de la valeur comptable des actifs d'impôt différé est comptabilisée lorsqu'il est probable que ces actifs ne seront pas réalisés.

#### g) Aide gouvernementale

L'aide gouvernementale, y compris les crédits d'impôt à l'investissement liés à l'acquisition d'immobilisations corporelles ou incorporelles, est constatée en réduction du coût de l'actif sous-jacent. L'aide gouvernementale, y compris les crédits d'impôt à l'investissement liés aux charges opérationnelles, est constatée en réduction de ces dernières. L'aide gouvernementale liée à l'édition est constatée en réduction des coûts d'édition.

#### h) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse, le découvert bancaire et les placements très liquides ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

#### i) Stocks

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur nette de réalisation, selon le moins élevé des deux montants. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti, et comprend le coût d'acquisition des matières premières et les coûts de transformation, tels la main d'œuvre directe et une portion des frais généraux de production.

#### j) Rabais des fournisseurs

La Société comptabilise les rabais des fournisseurs en réduction du coût des biens ou services reçus, et réduit les charges opérationnelles figurant aux états consolidés du résultat et les stocks connexes figurant aux états consolidés de la situation financière. Ces rabais sont estimés en fonction des volumes d'achats prévus.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

#### k) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul de l'amortissement et des pertes de valeur. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'immobilisation corporelle. Les coûts, tels que les coûts d'emprunt, directement encourus pour l'acquisition ou la construction d'immobilisations corporelles, sont capitalisés jusqu'à ce que l'actif soit prêt pour son utilisation prévue, et sont amortis sur la durée d'utilité de l'actif correspondant. Les immobilisations corporelles en cours de construction ne sont pas amorties tant qu'elles ne sont pas mises en service.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon le mode linéaire, sur les durées d'utilité estimatives suivantes :

Bâtiments	20-40 ans
Matériel de production	3-15 ans
Matériel de production loué en vertu de contrats de location-financement	3-15 ans
Autres équipements	2-5 ans
Améliorations locatives	Durée du bail

Lorsque des parties importantes d'une immobilisation corporelle ont des durées d'utilité différentes, elles sont comptabilisées comme une composante distincte de l'actif, et amorties sur leur durée d'utilité respective.

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont révisés et ajustés prospectivement, le cas échéant, à chaque date de clôture des états financiers.

#### l) Actifs non courants détenus en vue de la vente

Les actifs non courants, ou groupes destinés à être cédés comprenant des actifs et des passifs, que la Société s'attend à recouvrer principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par l'utilisation continue, sont classés comme détenus en vue de la vente. Immédiatement avant leur classement comme détenus en vue de la vente, les actifs, ou les composantes d'un groupe destiné à être cédé, sont réévalués conformément aux méthodes comptables de la Société. Ensuite, les actifs, ou le groupe destiné à être cédé, sont généralement évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de vente. Toute perte de valeur sur un groupe destiné à être cédé est affectée au goodwill, puis aux autres actifs et passifs au prorata de leur valeur comptable. Toutefois, aucune perte de valeur n'est affectée aux stocks, aux actifs financiers, aux actifs d'impôt différé, aux actifs au titre des avantages du personnel, lesquels continuent d'être évalués conformément aux méthodes comptables de la Société. Toute perte de valeur au moment du classement initial des actifs comme détenus en vue de la vente ainsi que tout profit ou perte ultérieur au moment de la réévaluation sont comptabilisés dans le résultat. Les profits qui excèdent le cumul des pertes de valeur ne sont pas comptabilisés.

#### m) Activités abandonnées

Une activité abandonnée est une composante des activités de la Société qui représente une ligne d'activité ou une zone géographique principale et distincte dont la Société s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente. Le classement en tant qu'activité abandonnée s'effectue au moment de la sortie ou à la date à laquelle l'activité répond aux critères de classement comme détenue en vue de la vente, selon la première des deux éventualités. Lorsqu'une activité est classée comme activité abandonnée, les états comparatifs du résultat net et du résultat global sont présentés comme si l'activité avait été abandonnée dès le début de la période comparative.

#### n) Contrats de location

Les contrats de location sont classés en tant que contrat de location-financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété du bien loué. Les autres contrats de location sont classés en tant que contrats de location simple.

Une immobilisation corporelle détenue en vertu d'un contrat de location-financement est initialement comptabilisée au moindre de la juste valeur de l'actif ou de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. L'immobilisation corporelle louée est par la suite comptabilisée de la même façon que les autres actifs similaires détenus par la Société. Le passif correspondant à payer au bailleur est comptabilisé comme une dette découlant d'un contrat de location-financement et une charge financière est imputée aux résultats sur la durée du contrat.

Les contrats de location qui ne prévoient pas le transfert de la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété du bien loué sont comptabilisés à titre de contrats de location simple, en vertu desquels les coûts de location sont comptabilisés aux résultats selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

#### o) Immobilisations incorporelles

##### i) Immobilisations incorporelles identifiables acquises lors d'un regroupement d'entreprises

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises lors d'un regroupement d'entreprises sont inscrites à la juste valeur au moment de l'acquisition, et elles sont comptabilisées au coût diminué du cumul de l'amortissement et des pertes de valeur par la suite.

##### ii) Immobilisations incorporelles générées en interne

Les immobilisations incorporelles générées en interne consistent en des coûts de développement de sites Web, des coûts de prépublication d'ouvrage et des coûts liés à des projets à long terme en technologie. Le coût d'une immobilisation incorporelle générée en interne comprend tous les coûts directement attribuables nécessaires pour créer, produire et préparer l'immobilisation pour qu'elle puisse être exploitée de la manière prévue par la direction. Les dépenses engagées dans le cadre d'activités de recherche sont comptabilisées en charges dans la période au cours de laquelle elles sont engagées. Les dépenses engagées dans le cadre d'activités de développement sont aussi comptabilisées en charges dans la période au cours de laquelle elles sont engagées, sauf si elles démontrent tous les critères d'inscription à l'actif. Le montant initial comptabilisé au titre d'immobilisation incorporelle générée en interne est égal à la somme des dépenses engagées à partir de la date à laquelle l'actif a satisfait pour la première fois à tous les critères d'inscription à l'actif.

Après leur comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles générées en interne sont comptabilisées au coût diminué du cumul de l'amortissement et des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont amorties selon les modes et durées d'utilité estimatives suivants :

	Durée / Taux	Mode
Relations d'affaires	15 %-25 %	Dégressif
Coûts de prépublication d'ouvrage	Maximum 7 ans	En fonction de l'historique des ventes
Titres d'ouvrages pédagogiques	6-9 ans	En fonction de l'historique des ventes
Contrats d'impression acquis	Durée du contrat	Linéaire
Ententes de non-concurrence	2-5 ans	Linéaire
Coûts liés à des projets à long terme en technologie	5 ans	Linéaire
Frais de développement de sites Web	3 ans	Linéaire

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont révisés et ajustés prospectivement, le cas échéant, à chaque date de clôture des états financiers.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties et comprennent des noms commerciaux acquis, principalement de magazines et de journaux, et les tirages qui leur sont associés. La valeur attribuée à un nom commercial est fondée sur la réputation qu'une publication s'est bâtie historiquement. Étant donné que cette valeur n'est pas affectée par le passage du temps, il est impossible de la répartir systématiquement dans le temps. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des changements de situation indiquent une dépréciation potentielle.

##### iii) Goodwill

Le goodwill découlant d'une acquisition est comptabilisé au coût, qui représente l'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur des actifs nets identifiables des entreprises acquises, et au coût diminué du cumul des pertes de valeur par la suite. Le goodwill a une durée d'utilité indéterminée et n'est pas amorti.

#### p) Dépréciation d'actifs non financiers

La Société passe en revue la valeur comptable de ses actifs non financiers autres que ses stocks et ses actifs d'impôt différé à chaque date de clôture des états financiers, afin de déterminer s'il existe une indication de dépréciation potentielle.

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, ou qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service, sont soumis à un test de dépréciation à chaque année à la même date, ou plus fréquemment si des changements de situation indiquent une dépréciation potentielle. Si de tels changements existent, leur valeur recouvrable est estimée.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

---

### 2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Le goodwill acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est alloué, à compter de la date d'acquisition, aux groupes d'unités génératrices de trésorerie (« UGT ») qui bénéficieront des synergies du regroupement. Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs qui ne peuvent être soumis à un test de dépréciation individuel sont regroupés pour former le plus petit groupe d'actifs qui génère, par leur utilisation continue, des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs. Chaque UGT ou groupe d'UGT auquel le goodwill est affecté ne peut être plus grand qu'un secteur opérationnel, et représente le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi dans le cadre de la gestion interne.

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (« UGT ») est la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de vente. Aux fins de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés par application d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché, de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable estimée. Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le résultat. Les pertes de valeur comptabilisées au titre d'UGT sont d'abord réparties en réduction de la valeur comptable du goodwill affecté aux unités, puis en réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'unité (groupe d'unités) au prorata. Les pertes de valeur liées au goodwill ne sont pas reprises. Les pertes de valeur liées aux autres actifs au cours de périodes antérieures sont évaluées à chaque date de clôture, afin de déterminer s'il existe des indications qui confirment que la perte a diminué ou bien qu'elle n'existe plus. Une perte de valeur est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations ayant servi à déterminer la valeur recouvrable. Une perte de valeur n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif n'excède pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, après amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

#### q) Coûts d'acquisition de contrats

Les coûts d'acquisition de contrats sont amortis selon le mode linéaire sur la durée du contrat, ou en fonction du volume de ventes, en réduction des revenus. Lorsque des changements importants affectent les contrats sous-jacents, incluant une réduction de la rentabilité prévue, la Société évalue la valeur de réalisation des coûts d'acquisition de contrats afin de déterminer si ceux-ci ont subi une dépréciation. Ces coûts sont inclus dans les autres éléments d'actif à l'état consolidé de la situation financière.

#### r) Provisions

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain. Les provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'événements passés, lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources soit nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant comptabilisé à titre de provision correspond à la meilleure estimation de la Société de l'obligation actuelle à la date de clôture des états financiers. Lorsque l'effet de l'actualisation est important, le montant de la provision est déterminé en actualisant les flux de trésorerie attendus à un taux avant impôt qui reflète les appréciations actuelles, par le marché, de la valeur temps de l'argent, et des risques spécifiques au passif. Les principales provisions de la Société sont liées aux coûts de restructurations, aux contrats déficitaires et aux obligations liées à la mise hors service. Les provisions sont révisées à chaque date de clôture des états financiers et les modifications aux estimations sont reflétées dans l'état consolidé du résultat.

##### i) Restructurations

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque la Société a un plan formel et détaillé sur la restructuration et qu'une attente fondée a été créée chez les personnes concernées, soit en débutant l'exécution du plan ou soit en annonçant les principales caractéristiques de ce dernier. Les pertes opérationnelles futures ne font l'objet d'aucune provision.

##### ii) Contrats déficitaires

Une provision pour contrat déficitaire est comptabilisée lorsque la Société est en présence d'un contrat en vertu duquel il est plus probable qu'improbable que les coûts inévitables pour satisfaire aux obligations contractuelles sont supérieurs aux avantages économiques que la Société s'attend à retirer du contrat. Les coûts inévitables comprennent les dépassements de coûts anticipés, les pénalités liées aux livraisons tardives et les coûts liés aux problèmes technologiques. Une provision pour contrat déficitaire représente le moins élevé du coût de sortie du contrat ou du coût d'exécution du contrat, et est comptabilisée dans les charges opérationnelles.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

---

### 2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

#### iii) Obligations liées à la mise hors service

Les obligations légales rattachées à la remise en état de certains bâtiments sont comptabilisées dans la période où elles sont contractées, lorsqu'elles peuvent être raisonnablement estimées. Les obligations sont initialement évaluées à leur juste valeur en utilisant l'approche de la valeur actualisée des flux de trésorerie prévus, subséquemment ajustées pour refléter tout changement à l'échéancier ou au montant des flux de trésorerie estimatifs initiaux. Initialement, ces obligations sont capitalisées en tant qu'immobilisations corporelles, puis amorties sur la durée d'utilité des immobilisations corporelles. Un passif lié à l'obligation de mise hors service des immobilisations corporelles est également constitué au fil du temps, en raison de la désactualisation, et imputé aux charges opérationnelles.

#### s) Avantages du personnel

La Société offre divers régimes de retraite contributifs et non contributifs à prestations définies, des avantages postérieurs à l'emploi, des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes enregistrés d'épargne collectifs à l'intention des employés de la Société et de ses filiales participantes. Depuis le 1er juin 2010, la plupart des employés ne participent qu'aux régimes de retraite à cotisations définies.

##### i) Régimes de retraite à prestations définies et d'avantages postérieurs à l'emploi

Les coûts des régimes de retraite à prestations définies et des autres avantages postérieurs à l'emploi sont établis par des actuaires indépendants à chaque date de clôture des états financiers, selon la méthode des unités de crédit projetées et selon les estimations les plus probables de la direction quant au rendement des placements des régimes, à l'évolution des salaires, à l'âge du départ à la retraite des salariés et à l'espérance de vie.

L'actif (passif) au titre des prestations définies comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière correspond à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies, compte tenu des écarts actuariels enregistrés au résultat global et du coût des services passés, et déduction faite de la juste valeur des actifs du régime. La valeur des actifs des régimes est limitée au total du coût des services passés non comptabilisés et de la valeur actuelle des avantages économiques disponibles, soit sous forme de remboursement par le régime, soit sous forme de diminution des cotisations futures au régime. L'excédent, s'il y a lieu, est comptabilisé immédiatement au résultat.

Un passif minimum est comptabilisé lorsqu'une exigence de financement minimal en vertu de la loi au titre des services passés dépasse les avantages économiques disponibles, soit sous forme de remboursement du régime, soit sous forme de diminution des cotisations futures au régime.

Les écarts actuariels nets cumulatifs liés aux actifs des régimes et à l'obligation au titre des prestations définies, ainsi que l'effet du plafonnement de la part du coût des avantages futurs à la charge de l'employeur sont constatés au résultat global au cours de la période dans laquelle ils se produisent.

Le coût des services passés est comptabilisé en charge à l'état consolidé du résultat, dans la mesure où les droits aux prestations sont déjà acquis. Le coût des services passés relatif aux droits non acquis est différé et amorti selon le mode linéaire sur la durée moyenne restante à courir, jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis. Le rendement prévu des actifs des régimes et la désactualisation de l'obligation au titre des prestations définies sont comptabilisés au résultat au cours de la période où ils surviennent.

##### ii) Régimes de retraite à cotisations définies et régimes enregistrés d'épargne collectifs

En vertu des régimes de retraite à cotisations définies, la Société verse des cotisations aux régimes de retraite des employés participants selon un pourcentage prédéterminé du salaire des employés et n'a aucune obligation juridique ou implicite de payer des montants supplémentaires. La charge pour ces régimes est comptabilisée au moment de la prestation de services par les employés, qui coïncide généralement avec le moment où les cotisations sont versées.

Les cotisations de la Société aux régimes généraux et obligatoires, qui sont gérés par les pouvoirs publics, sont également incluses dans la charge des régimes à cotisation définies de la Société.

#### t) Rémunération à base d'actions

La Société offre des régimes d'options d'achat d'actions et des régimes d'unités d'actions à l'intention de certains cadres supérieurs et administrateurs.

##### i) Régimes d'options d'achat d'actions

Les options d'achat d'actions sont évaluées à leur juste valeur au moment de l'attribution au moyen du modèle Black-Scholes, et sont passées en charge selon un mode linéaire à raison de 25 % par année, soit sur la période d'acquisition des droits liés aux options, et selon l'estimation de la Société quant au nombre d'options qui seront acquises. À chaque date de clôture des états financiers, la Société révisé ses estimations quant au nombre d'options dont l'acquisition des droits est prévue, et comptabilise l'incidence de cette révision au résultat, le cas échéant.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

#### ii) Régimes d'unités d'actions à l'intention des cadres supérieurs

La charge de rémunération liée aux unités d'actions à l'intention des cadres supérieurs est comptabilisée selon un mode linéaire sur une période d'acquisition de trois ans, soit en fonction de l'atteinte prévue des cibles de rendement pour les unités liées au rendement, soit en fonction du maintien en poste pour les autres unités. Le passif relatif à ces unités est réévalué à la juste valeur à chaque date de clôture des états financiers. Toute variation de la juste valeur est comptabilisée au résultat. À chaque date de clôture des états financiers, la Société révisé son estimation du nombre d'unités dont l'acquisition des droits est prévue, et comptabilise l'incidence de cette révision au résultat, le cas échéant.

#### iii) Régimes d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

La charge de rémunération liée aux unités d'actions à l'intention des administrateurs est comptabilisée au moment de leur attribution. Ces unités sont initialement évaluées à la juste valeur en fonction du cours des actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société, et sont réévaluées à chaque date de clôture des états financiers jusqu'au paiement des unités. Toute variation de la juste valeur est comptabilisée au résultat.

#### u) Conversion des monnaies étrangères

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société. La monnaie fonctionnelle est la principale monnaie de l'environnement économique au sein duquel la Société exerce ses activités. La monnaie fonctionnelle des filiales étrangères est le dollar américain.

Les transactions libellées dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de la Société ou d'une filiale sont comptabilisées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction. À chaque date de clôture des états financiers, les éléments monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis en utilisant le cours en vigueur à cette date, et les éléments non monétaires qui sont évalués au coût historique ne sont pas reconvertis. Les écarts de change sont comptabilisés dans le résultat net de la période au cours de laquelle ils surviennent.

Les actifs et passifs des filiales étrangères dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens en appliquant le cours de change en vigueur à la date de clôture des états financiers. Les éléments des produits et des charges sont convertis au cours de change moyen de la période. Les écarts de change sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sous le poste « Écarts de conversion cumulés » et sont cumulés dans les capitaux propres. Le montant cumulé des écarts de change est reclassé au résultat net au moment de la sortie totale, ou partielle, de la participation dans l'établissement à l'étranger.

#### v) Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont constatés initialement à la juste valeur et leur évaluation subséquente dépend de leur classement. Leur classement dépend de l'objet visé lorsque les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leurs caractéristiques et de leur désignation par la Société.

Les actifs et passifs financiers sont classés et évalués subséquentement comme suit :

	Catégorie	Évaluation subséquente
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Prêts et créances	Coûts après amortissement, au taux d'intérêt effectif
Débiteurs, autres comptes à recevoir et autres éléments d'actifs financiers	Prêts et créances	Coûts après amortissement, au taux d'intérêt effectif
Placements	Disponibles à la vente	Juste valeur ou coût s'il n'y a pas de marché coté
Créditeurs, autres charges à payer et autres éléments de passifs financiers	Autres passifs financiers	Coûts après amortissement, au taux d'intérêt effectif
Dettes à long terme	Autres passifs financiers	Coûts après amortissement, au taux d'intérêt effectif
Instruments financiers dérivés	Détenus à des fins de transaction	Juste valeur

Les coûts de transaction directement liés à l'acquisition ou à l'émission d'actifs et de passifs financiers sont capitalisés au coût des actifs et passifs financiers qui ne sont pas classés comme détenus à des fins de transaction. Ainsi, les frais liés à l'émission de la dette à long terme sont classés en diminution de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les variations de la juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de transaction sont comptabilisées à l'état consolidé du résultat de la période pertinente. Les variations de la juste valeur des instruments financiers désignés comme couverture de flux de trésorerie sont comptabilisées, pour la portion efficace, à l'état consolidé du résultat global de la période pertinente jusqu'à leur réalisation, après quoi elles sont comptabilisées à l'état consolidé du résultat.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

---

### 2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

#### w) Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

La Société identifie, évalue et gère ses risques financiers liés aux variations des taux d'intérêt et des taux de change afin d'en minimiser l'effet sur son résultat et sur sa situation financière, en utilisant des instruments financiers dérivés dont les paramètres ont été définis et approuvés par le conseil d'administration. Si la Société n'utilisait pas d'instruments financiers dérivés, son exposition à la volatilité des marchés serait plus importante.

Lorsqu'elle applique la comptabilité de couverture, la Société documente en bonne et due forme la relation entre les instruments financiers dérivés et les éléments couverts, ainsi que son objectif et sa stratégie de gestion des risques sur lesquels reposent ses activités de couverture, de même que les méthodes qui seront utilisées pour évaluer l'efficacité de la relation de couverture. Ce processus consiste à rattacher tous les instruments financiers dérivés désignés à titre d'élément de couverture à des actifs et des passifs spécifiques, à des engagements fermes ou des opérations prévues spécifiques.

Lors de la mise en place de la relation de couverture, et pendant toute sa durée, la Société doit avoir l'assurance raisonnable que cette relation sera efficace et en accord avec son objectif et sa stratégie de gestion des risques documentés initialement. L'efficacité de la relation de couverture doit être confirmée à chaque date de clôture des états financiers. La tranche efficace de la relation de couverture, de même que la partie efficace des variations de la juste valeur du dérivé, sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et la tranche inefficace est comptabilisée à l'état consolidé du résultat. La tranche efficace de la relation de couverture de risque de change des achats futurs d'équipements de production, reportée dans le cumul des autres éléments du résultat global, est reclassée à l'encontre de l'immobilisation lors de sa comptabilisation initiale. La tranche efficace de la relation de couverture de risque de change liée aux paiements d'intérêt et de capital est reclassée aux résultats au cours de la période durant laquelle l'élément couvert influe sur les résultats.

Lorsque les instruments de couverture prennent fin ou cessent d'être efficaces avant leur échéance, les gains et les pertes, produits ou charges rattachés à l'instrument de couverture, qui avaient été comptabilisés antérieurement dans les autres éléments du résultat global par suite d'application de la comptabilité de couverture, sont reportés afin d'être comptabilisés au résultat net de la période au cours de laquelle l'actif acquis ou le passif assumé affecte le résultat net. Si l'élément couvert cesse d'exister pour cause d'échéance, d'expiration, d'annulation ou d'exercice avant que l'instrument de couverture prenne fin, les gains et les pertes, produits ou charges rattachés à l'instrument de couverture, qui avaient été comptabilisés antérieurement dans les autres éléments du résultat global par suite de l'application de la comptabilité de couverture, sont comptabilisés dans le résultat net de la période visée par les états financiers, tout comme les gains et les pertes, produits ou charges correspondants comptabilisés à l'égard de l'élément couvert.

Les instruments financiers dérivés procurant une couverture économique, mais qui ne sont pas admissibles aux fins de la comptabilité de couverture, sont comptabilisés à leur juste valeur et les variations de la juste valeur sont imputées aux résultats. La Société n'utilise pas d'instrument financier dérivé à des fins de spéculation ou de transaction.

#### x) Utilisation d'estimations et de jugements

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que la direction de la Société fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des actifs et des passifs, sur les informations à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date de clôture des états financiers et sur les montants des produits et des charges de la période concernée. Bien que la direction revoie régulièrement ses estimations, les résultats réels peuvent différer de celles-ci. L'incidence des modifications des estimations comptables est comptabilisée dans la période au cours de laquelle la modification se produit, et dans les périodes ultérieures touchées, lorsque applicables. La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige également que la direction exerce son jugement à l'égard de l'application des méthodes comptables de la Société. Les éléments pour lesquels les estimations et les hypothèses sont importantes, qui demandent davantage de jugement ou qui sont complexes sont :

##### i) Regroupement d'entreprises

La détermination des justes valeurs associées aux immobilisations incorporelles identifiables à la suite d'un regroupement d'entreprises nécessite que la direction formule des hypothèses. C'est le cas, notamment, lorsque la Société calcule à l'interne ces justes valeurs à l'aide de techniques d'évaluation appropriées, qui se fondent généralement sur une prévision des flux de trésorerie futurs attendus. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses formulées par la direction à l'égard du rendement futur des actifs connexes et du taux d'actualisation utilisé.

##### ii) Immobilisations corporelles et incorporelles

L'évaluation des immobilisations corporelles et incorporelles est influencée par les estimations de la direction quant aux durées d'utilité des actifs amortissables. Par ailleurs, la direction doit recourir à son jugement pour déterminer les modes d'amortissement et la valeur résiduelle d'un actif, et le taux de capitalisation des coûts de main-d'oeuvre interne et l'existence d'actifs qualifiés à des fins d'inscription à l'actif des coûts d'emprunt dans le cas des immobilisations corporelles. Les estimations et hypothèses sont revues à chaque date de clôture des états financiers. L'incidence de cette révision est comptabilisée prospectivement au résultat, le cas échéant.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

---

### 2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

#### iii) Dépréciation d'actifs

Dans le cadre des tests de dépréciation du goodwill et des immobilisations corporelles et incorporelles, la détermination de la valeur recouvrable d'une UGT est un processus d'évaluation complexe qui nécessite le recours à diverses méthodes, notamment celle fondée sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs. Les projections de flux de trésorerie sont établies pour les trois prochains exercices, en fonction de l'expérience passée, et représentent la meilleure estimation de la direction quant aux résultats futurs. Au-delà de cette période, des flux de trésorerie sont extrapolés d'après des taux de croissance estimatifs. La valeur recouvrable d'une UGT est également influencée par le taux d'actualisation utilisé dans le modèle, par le taux de croissance utilisé pour réaliser l'extrapolation, par le coût moyen pondéré du capital et par les taux d'impôt. Cette méthode fait intervenir une quantité importante d'hypothèses et d'estimations qui peuvent avoir une incidence importante sur la valeur recouvrable d'une UGT, et par le fait même, sur le montant de la dépréciation.

Dans le cadre de l'utilisation de la méthode fondée sur le marché, la Société estime la juste valeur de l'UGT en multipliant les résultats normalisés avant l'amortissement, les intérêts et les impôts par un multiple basé sur les données du marché. Cet exercice nécessite une part considérable de jugement de la part de la direction.

#### iv) Provisions

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain. La détermination du montant des provisions requiert que la direction formule des hypothèses et fasse des estimations qui concernent les taux d'actualisation, les coûts prévus et leur échéancier, et les probabilités d'occurrence des obligations.

#### v) Constatation des revenus

Les revenus d'édition, de préparation de contenu et de projets marketing sont constatés à l'avancement des travaux. Le recours à cette méthode oblige la Société à estimer les travaux exécutés à ce jour par rapport à l'ensemble des travaux à exécuter, incluant les coûts estimatifs nécessaires à l'achèvement, les produits tirés de l'avancement et les marges constatés et ce, pour chaque contrat. La direction revoit régulièrement ces estimations et hypothèses, et l'incidence de cette révision est comptabilisée prospectivement au résultat, le cas échéant.

#### vi) Impôts sur le résultat

Dans le cadre du calcul de l'impôt exigible, le recours au jugement est important en raison de l'assujettissement de la Société aux lois fiscales de divers territoires. De même, le montant d'impôt exigible pourrait être modifié en raison de divers facteurs tels que des événements qui ne se sont pas encore produits, une évolution des lois de l'impôt ou de l'issue des contrôles fiscaux et appels connexes.

Dans le cadre du calcul de l'impôt différé, le recours au jugement et aux estimations sont requis pour déterminer les taux et les montants appropriés et pour tenir compte de la probabilité de leur réalisation.

Lorsque les montants sont déterminés de façon définitive, ils peuvent donner lieu à des ajustements aux actifs et aux passifs d'impôts exigibles et différés.

#### vii) Avantages du personnel

Les coûts des régimes de retraite à prestations définies et l'actif (passif) au titre de prestations définies sont évalués au moyen de méthodes actuarielles. Les évaluations actuarielles sont fondées sur des hypothèses telles que les taux d'actualisation, les taux de rendement prévu des actifs, les taux de croissance de la rémunération et les taux de mortalité. En raison de la nature à long terme de ces obligations, ces estimations sont soumises à une incertitude importante.

#### viii) Rémunération à base d'actions

Dans le cadre du calcul de la juste valeur à la date d'attribution des options d'achat d'actions et des unités d'actions à l'intention des cadres supérieurs, la direction utilise diverses hypothèses telles que la volatilité prévue du titre sous-jacent, la durée de vie des options, le taux sans risque et le taux de dividende historique de la Société. Des modifications importantes des hypothèses pourraient faire varier considérablement la juste valeur des options d'achat d'actions.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

---

### 2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

#### ix) Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture des états financiers. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours à diverses méthodes d'évaluation pour déterminer la juste valeur de l'instrument, ce qui exige la formulation d'hypothèses. Les méthodes d'évaluation et les hypothèses suivantes sont utilisées pour estimer la juste valeur des instruments financiers :

- La valeur comptable est utilisée pour estimer la juste valeur de la plupart des actifs et des passifs courants en raison de leur échéance rapprochée;
- La méthode de l'actualisation des flux de trésorerie est utilisée pour estimer la juste valeur des contrats de location-financement;
- Les flux de trésorerie actuels, calculés au moyen des taux d'intérêt en vigueur pour des instruments assortis de modalités et de durées résiduelles similaires, sont utilisés pour calculer la juste valeur de certains actifs et passifs non courants;
- Des techniques d'évaluation qui tiennent compte d'hypothèses telles que les flux de trésorerie projetés estimatifs, les courbes de taux d'intérêt ajustées pour tenir compte du risque de crédit et les taux de change sont utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers dérivés.

### 3 MODIFICATIONS FUTURES DES MÉTHODES COMPTABLES

#### a) Instruments financiers

En octobre 2010, l'IASB a publié l'IFRS 9 « Instruments financiers », première partie d'un projet en trois étapes visant le remplacement d'IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » et IFRIC 9 « Réexamen des dérivés incorporés ». La première partie couvre le classement et l'évaluation des actifs et des passifs financiers, et les deux autres parties couvriront la dépréciation des actifs financiers et la comptabilité de couverture.

Afin de déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une approche unique qui remplace les modèles d'évaluation et de catégories multiples établis par IAS 39. Selon l'IFRS 9, c'est la manière avec laquelle une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers qui dictent le classement de ces derniers. La majorité des exigences de classement et d'évaluation des passifs financiers d'IAS 39 a été reportée dans l'IFRS 9. Cependant, les exigences d'évaluation des passifs financiers à la juste valeur ont changé; la partie des variations de la juste valeur liée au risque de crédit propre à l'entité doit être présentée dans les autres éléments du résultat global plutôt qu'à l'état consolidé du résultat. L'IFRS 9 s'appliquera prospectivement aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2015, et son application anticipée est permise.

#### b) États financiers consolidés

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 10 « États financiers consolidés », visant le remplacement d'IAS 27 « États financiers consolidés et individuels » et SIC-12 « Consolidation - Entités ad hoc ». L'IFRS 10 définit la notion de contrôle comme étant le facteur déterminant de l'inclusion d'une entité dans le périmètre de consolidation des états financiers consolidés d'une entité. L'IFRS 10 s'appliquera aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013, et son application anticipée est permise.

#### c) Partenariats

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 11 « Partenariats », visant le remplacement d'IAS 31 « Participation dans des coentreprises » et SIC-13 « Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs ». L'IFRS 11 porte sur les droits et les obligations contractuels inhérents à un partenariat, plutôt que sur la forme juridique de l'accord. L'IFRS 11 supprime le choix d'utiliser la méthode de la consolidation proportionnelle lors de la comptabilisation des participations dans des entités contrôlées conjointement, et exige le recours à la méthode de la mise en équivalence. L'IFRS 11 s'appliquera aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013, et son application anticipée est permise.

La Société utilise actuellement la méthode de la consolidation proportionnelle pour comptabiliser les participations dans des coentreprises, mais devra appliquer la méthode de la mise en équivalence selon l'IFRS 11. Selon cette méthode, la quote-part revenant à la Société de l'actif net, du résultat net et des autres éléments du résultat global des coentreprises sera présentée dans un seul poste, respectivement dans l'état consolidé de la situation financière, l'état consolidé du résultat et l'état consolidé du résultat global.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 3 MODIFICATIONS FUTURES DES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

#### d) Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités ». L'IFRS 12 complète les obligations d'information concernant les intérêts qu'une entité détient dans des filiales, des partenariats, des entreprises associées et des entités structurées consolidées. L'IFRS 12 exige qu'une entité présente des informations sur la nature et les risques associés à toutes ses participations dans d'autres entités, et les effets de ces participations sur sa situation financière, son rendement financier et ses flux de trésorerie. L'IFRS 12 s'appliquera aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013, et son application anticipée est permise.

#### e) Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur ». L'IFRS 13 améliore la cohérence et réduit la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur. L'IFRS 13 remplace ainsi les directives relatives à l'évaluation de la juste valeur qui sont contenues dans des IFRS individuelles par une source unique de directives pour toutes les évaluations de la juste valeur. L'IFRS 13 s'appliquera aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013, et son application anticipée est permise.

#### f) Avantages du personnel

En juin 2011, l'IASB a publié une version modifiée d'IAS 19 « Avantages du personnel » afin de refléter d'importants changements aux normes de comptabilisation et d'évaluation de la charge de retraite au titre des régimes à prestations définies et des indemnités de fin de contrat de travail. Selon l'IAS 19 modifié, la méthode du corridor, en vertu de laquelle la comptabilisation des écarts actuariels pouvaient être différée, est désormais éliminée. L'IAS 19 modifié met en place une nouvelle approche aux fins du calcul et de la présentation des charges d'intérêt nettes sur le passif (l'actif) au titre des prestations définies, selon laquelle le rendement de l'actif sera identique au taux utilisé pour actualiser le passif. L'IAS 19 modifié s'appliquera aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013, et son application anticipée est permise.

La Société évalue actuellement l'incidence de l'application de ces nouvelles normes sur les états financiers consolidés.

### 4 DÉPRÉCIATION D'ACTIFS

	Trois mois clos les 31 janvier	
	2012	2011
Immobilisations corporelles	0.8 \$	3.5 \$

### 5 AMORTISSEMENT

	Trois mois clos les 31 janvier	
	2012	2011
Immobilisations corporelles	25.2 \$	26.6 \$
Immobilisations incorporelles	3.7	4.4
	28.9	31.0
Immobilisations incorporelles et autres éléments d'actif, constatés dans les postes revenus et charges opérationnelles	4.9	5.8
	33.8 \$	36.8 \$

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 6 FRAIS FINANCIERS

	Trois mois clos les 31 janvier	
	2012	2011
Frais financiers de la dette à long terme	6.9 \$	10.1 \$
Intérêts sur éventualités fiscales	7 16.0	-
Autres frais	0.8	1.0
Gain de change	-	(0.3)
	<b>23.7 \$</b>	<b>10.8 \$</b>

### 7 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

	Trois mois clos les 31 janvier	
	2012	2011
Résultat avant impôts sur le résultat	16.0 \$	32.8 \$
Taux d'impôt statuaire prévu par la loi au Canada	27.1 %	28.6 %
Impôts sur le résultat au taux d'imposition statuaire	4.3	9.4
Effet de cotisations relatives aux années antérieures (a)	42.0	-
Effet des écarts des taux d'imposition dans d'autres juridictions	(1.0)	(1.7)
Impôts sur les dépenses non déductibles et portion non imposable du gain en capital	3.1	1.1
Avantages fiscaux liés aux pertes en capital non comptabilisées précédemment	(0.3)	(1.8)
Autres	(0.5)	(1.3)
Impôts sur le résultat au taux d'imposition effectif	47.6 \$	5.7 \$
Taux d'impôt effectif	297.5 %	17.4 %

Les impôts sur le résultat incluent les éléments suivants :

Impôts sur le résultat avant les éléments suivants :	48.5 \$	7.1 \$
Impôts sur les frais de restructuration	(0.7)	(0.4)
Impôts sur la dépréciation d'actifs	(0.2)	(1.0)
Impôts sur le résultat au taux d'imposition effectif	47.6 \$	5.7 \$

(a) Au cours du mois de février 2012, la Société s'est vue informer par les autorités fiscales fédérales et provinciales qu'elle recevrait des avis de nouvelle cotisation estimés à 58,0 millions de dollars, incluant les intérêts et pénalités applicables pour les exercices 2006 à 2010. Ces nouveaux avis de cotisation portent sur des déductions relatives à des investissements en immobilisations effectués par la Société, ainsi que sur l'allocation interprovinciale du revenu. La Société a enregistré une provision de 58,0 millions de dollars à ces égards, dont un montant de 16,0 millions a été comptabilisé à titre de frais financiers et 42,0 millions à titre d'impôts sur le résultat, bien qu'elle ait l'intention de s'opposer à ces nouveaux avis de cotisation. Par conséquent, l'issue de cette éventualité pourrait influencer favorablement les montants comptabilisés aux états financiers consolidés de la Société.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 8 ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 12 juillet 2011, la Société a conclu un accord définitif avec Quad/Graphics, Inc. visant la vente de ses activités d'impression au Mexique. Le résultat net, les actifs et les passifs liés à ces activités ont été reclassés distinctement à l'état consolidé du résultat ainsi qu'à l'état consolidé de la situation financière. La note 15 explique de façon plus détaillée les modalités de cette transaction.

Le tableau suivant présente les résultats des activités abandonnées :

	Trois mois clos les 31 janvier	
	2012	2011
Revenus	- \$	15.3 \$
Charges	-	14.4
Résultat avant impôts sur le résultat	-	0.9
Impôts sur le résultat	-	0.3
<b>Résultat net lié aux activités abandonnées</b>	<b>- \$</b>	<b>0.6 \$</b>

### 9 AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société offre divers régimes de retraite contributifs et non contributifs à prestations définies, des avantages postérieurs à l'emploi, des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes enregistrés d'épargne collectifs à l'intention des employés de la Société et de ses filiales participantes.

Le tableau qui suit présente les coûts liés à ces régimes et les coûts liés aux régimes généraux et obligatoires :

	Trois mois clos les 31 janvier	
	2012	2011
Régimes à prestations définies et avantages postérieurs à l'emploi	- \$	(0.3) \$
Régimes à cotisations définies	4.5	4.5
Régimes généraux et obligatoires	3.9	3.6
	<b>8.4 \$</b>	<b>7.8 \$</b>

### 10 DÉBITEURS

La Société dispose d'un programme de titrisation échéant en 2013 avec une fiduciaire dont l'agent des services financiers est une banque canadienne, visant la vente, de temps à autre, de certains des débiteurs de ses filiales. La contrepartie nette maximale permise en vertu de ce programme est de 200,0 millions de dollars, dont un maximum de 20 % de débiteurs en dollars américains.

Aucun montant n'a été tiré de cette source de financement au 31 janvier 2012, de même qu'au 31 octobre 2011.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 11 PROVISIONS

	Frais de restructuration	Contrats déficitaires	Autres	Total
<b>Solde au 31 octobre 2011</b>	7.6 \$	9.6 \$	2.2 \$	19.4 \$
Provisions enregistrées	2.9	0.4	0.1	3.4
Montants utilisés	(5.7)	(0.4)	(0.5)	(6.6)
Provisions renversées	(0.4)	-	(0.4)	(0.8)
Autres	-	0.1	-	0.1
<b>Solde au 31 janvier 2012</b>	4.4 \$	9.7 \$	1.4 \$	15.5 \$
Portion courante	4.4	1.8	0.7	6.9
Portion non courante	-	7.9	0.7	8.6
	4.4 \$	9.7 \$	1.4 \$	15.5 \$

#### Frais de restructuration

La Société procède actuellement à des mesures de rationalisation qui visent l'ensemble de ses secteurs opérationnels. Ces mesures visent, entre autres, à faire face à un excédent de capacité de production dans certaines usines spécialisées du secteur de l'impression et ce, en raison de changements structurels importants dans l'industrie de l'impression, qui se traduisent par une baisse de la demande dans certains créneaux de marché. Ces mesures visent également la mise en place d'une nouvelle structure opérationnelle à compter du 1er novembre 2011, en combinant la majorité des activités des secteurs de l'interactif avec celles des médias pour ne former qu'un seul secteur, dans le but de mieux répondre aux besoins actuels en communication marketing multiplateformes des entreprises.

#### Contrats déficitaires

Les provisions pour contrats déficitaires sont rattachées à des contrats de location simples pour des espaces inutilisés par la Société, et correspondent à la valeur actualisée des charges de location futures que la Société devra effectuer en vertu des contrats qui ne peuvent être annulés, déduction faite des revenus de sous-location estimatifs futurs qui devraient être tirés de ces contrats. L'échéance de ces contrats varie entre 6 et 7 ans.

#### Autres

Les autres provisions comprennent les provisions pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, les provisions relatives aux réclamations et aux litiges et diverses autres obligations.

### 12 RÉSULTAT NET PAR ACTION PARTICIPANTE

Le tableau suivant présente un rapprochement des composantes utilisées dans le calcul du résultat net lié aux activités poursuivies de base et dilué par action pour les périodes de trois mois closes les 31 janvier :

	2012	2011
<b>Numérateur</b>		
Résultat net lié aux activités poursuivies	(31.6) \$	27.1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	-	0.3
Dividendes sur actions privilégiées, déduction faite des impôts y afférents	1.7	1.7
Résultat net lié aux activités poursuivies, attribuable aux actions participantes	(33.3) \$	25.1 \$
<b>Dénominateur (en millions)</b>		
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - de base	81.0	81.0
Nombre moyen pondéré d'options à effet dilutif	-	0.1
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - dilué	81.0	81.1

Dans le calcul du résultat net dilué par action, 1 449 524 options sont considérées anti-dilutives au 31 janvier 2012 (1 040 657 au 31 janvier 2011), leur prix d'exercice étant supérieur à la valeur moyenne des cours des actions à droit de vote subalterne catégorie A de la période. Par conséquent, elles ont été exclues du calcul.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 13 RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

#### Régime d'options d'achat d'actions

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de certains cadres supérieurs. Selon le régime, les options d'achat d'actions peuvent être levées à raison d'une option pour une action à droit de vote subalterne catégorie A. Le prix de levée de chaque option est égal au cours moyen pondéré de toutes les transactions pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'attribution des options.

Des charges de rémunération au titre du régime d'options d'achat d'actions de 0,2 million de dollars ont été imputées au résultat et ont augmenté le surplus d'apport inclus dans les capitaux propres pour les périodes de trois mois closes les 31 janvier 2012 et 2011.

Le tableau suivant résume l'évolution de la situation du régime :

	Trois mois clos les 31 janvier			
	2012		2011	
	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée
Options émises au début de la période	1,572,640	16.67 \$	1,542,490	16.76 \$
Attribuées	235,984	12.40	164,672	16.20
Levées	(12,400)	11.13	(10,840)	9.96
Annulées	(28,800)	20.68	(17,725)	12.52
Expirées	(15,000)	11.13	-	-
Options émises à la fin de la période	1,752,424	16.12 \$	1,678,597	16.79 \$
Options pouvant être levées aux 31 janvier	1,247,980	17.40 \$	1,205,750	18.19 \$

#### Levée des options d'achat d'actions

Lorsque les dirigeants lèvent leurs options d'achat d'actions, la contrepartie versée par ceux-ci est portée au crédit du capital social et le montant crédité antérieurement au surplus d'apport est également viré au capital social. Pour les périodes de trois mois closes les 31 janvier 2012 et 2011, les contreparties reçues ont été de 0,1 million de dollars pour chacune des périodes, et aucun montant n'a été viré du surplus d'apport au capital social.

Le tableau suivant résume la moyenne pondérée des hypothèses utilisées pour calculer, au moyen du modèle d'évaluation Black-Scholes, la juste valeur à la date d'attribution des options d'achat d'actions émises au cours des périodes de trois mois closes les 31 janvier :

	2012	2011
Cours de l'action à droit de vote subalterne catégorie A à la date d'attribution des options d'achat d'actions	12.40 \$	16.20 \$
Moyenne pondérée de la juste valeur des options d'achat d'actions	3.01 \$	4.82 \$
Hypothèses :		
Taux de dividende	4.4 %	2.7 %
Volatilité prévue	40.5 %	39.0 %
Taux d'intérêt sans risque	1.4 %	2.6 %
Durée de vie restante prévue	5 ans	5 ans

Le taux de dividende est fondé sur le taux de dividende moyen actuel des actions participantes de la Société. La volatilité prévue est fondée sur la volatilité historique du cours de l'action à droit de vote subalterne catégorie A de la Société, pour une période équivalente à la durée restante prévue des options. Le taux sans risque représente le taux de rendement des obligations du gouvernement du Canada, pour une période équivalente à la durée restante prévue des options. La durée de vie restante prévue des options représente la période de temps au cours de laquelle les options attribuées devraient être en circulation.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 13 RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS (SUITE)

#### Régime d'unités d'actions à l'intention des cadres supérieurs

La Société offre un régime d'unités d'actions pour ses cadres supérieurs en vertu duquel des unités d'actions différées (« UAD ») et des unités d'actions restreintes (« UAR ») sont attribuées. Une portion des unités d'actions sera acquise sur la base de l'atteinte des cibles de rendement et une autre portion en fonction du passage du temps. Les UAD et les UAR acquises seront versées, au gré de la Société, en espèces ou en actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société achetées sur le marché libre.

Le tableau suivant fournit le détail de ce régime :

Nombre d'unités	Trois mois clos les 31 janvier			
	2012	2011	2012	2011
	UAD		UAR	
Solde au début de la période	201,981	121,110	679,884	676,627
Unités attribuées	-	40,123	309,097	233,383
Unités annulées	-	-	(113,289)	(69,584)
Unités payées	-	(872)	(139,506)	(53,824)
Unités converties	17,956	41,874	(17,956)	(41,874)
Dividendes versés en unités	2,085	1,162	-	-
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>222,022</b>	<b>203,397</b>	<b>718,230</b>	<b>744,728</b>

Au 31 janvier 2012, le passif relatif au régime d'unités d'actions à l'intention des cadres supérieurs était de 5,5 millions de dollars (6,1 millions au 31 octobre 2011). Les charges enregistrées à l'état consolidé du résultat pour les périodes de trois mois closes les 31 janvier 2012 et 2011 ont été de 0,9 million de dollars et 1,3 million, respectivement. Des montants de 1,5 million de dollars et 0,9 million ont été versés en vertu de ce régime pour les périodes de trois mois closes les 31 janvier 2012 et 2011, respectivement.

#### Régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

La Société offre un régime d'unités d'actions différées à ses administrateurs. En vertu de ce régime, les administrateurs peuvent choisir de recevoir à titre de rémunération une somme en espèces, des unités d'actions différées ou une combinaison des deux.

Le tableau suivant fournit le détail de ce régime :

Nombre d'unités	Trois mois clos les 31 janvier	
	2012	2011
Solde au début de la période	201,257	159,803
Rémunération des administrateurs	12,323	6,627
Dividendes versés en unités	2,146	1,044
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>215,726</b>	<b>167,474</b>

Au 31 janvier 2012, le passif relatif au régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs était de 2,6 millions de dollars (2,4 millions au 31 octobre 2011). Les charges enregistrées à l'état consolidé du résultat pour les périodes de trois mois closes les 31 janvier 2012 et 2011 ont été de 0,2 million de dollars et 0,5 million, respectivement. Aucun montant n'a été versé en vertu de ce régime pour les périodes de trois mois closes les 31 janvier 2012 et 2011.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 14 CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Couvertures des flux de trésorerie	Écarts de conversion cumulés	Écarts actuariels des régimes de retraite à prestations définies	Cumul des autres éléments du résultat global
<b>Solde au 1er novembre 2010</b>	(4.5) \$	- \$	- \$	(4.5) \$
Variation nette des gains (pertes), déduction faite des impôts sur le résultat	1.2	(1.7)	16.5	16.0
<b>Solde au 31 janvier 2011</b>	(3.3) \$	(1.7) \$	16.5 \$	11.5 \$
<b>Solde au 1er novembre 2011</b>	(6.3) \$	(1.9) \$	(19.9) \$	(28.1) \$
Variation nette des gains (pertes), déduction faite des impôts sur le résultat	(0.2)	0.5	(10.7)	(10.4)
<b>Solde au 31 janvier 2012</b>	(6.5) \$	(1.4) \$	(30.6) \$	(38.5) \$

Au 31 janvier 2012, il est prévu que les montants suivants soient reclassés au résultat net des prochains exercices comme suit :

	2012	2013	2014	2015	2016 et suivants	Total
Pertes sur dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(1.2) \$	(1.5) \$	(1.3) \$	(0.8) \$	(2.5) \$	(7.3) \$
Impôts sur le résultat	0.2	(0.2)	-	0.1	0.7	0.8
	(1.0) \$	(1.7) \$	(1.3) \$	(0.7) \$	(1.8) \$	(6.5) \$

### 15 ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

#### Quad/Graphics Canada, Inc.

Le 12 juillet 2011, la Société et Quad/Graphics, Inc. ont conclu un accord définitif en vertu duquel la Société a convenu d'acquérir la totalité des actions de Quad/Graphics Canada, Inc., sous réserve de l'approbation des autorités réglementaires, dont celle en vertu de la Loi sur la concurrence du Canada, et un accord visant la vente à Quad/Graphics, Inc. de ses activités d'impression au Mexique, et le transfert de ses activités d'impression de livres en noir et blanc destinés à l'exportation aux États-Unis. Essentiellement, ces transactions représentent un échange d'actifs d'une valeur nette d'environ 85,0 millions de dollars, dont 80,0 millions, avant l'ajustement pour le fonds de roulement et les frais de transactions, pour les activités d'impression au Mexique, et 5,0 millions pour les activités d'impression de livres en noir et blanc destinés à l'exportation aux États-Unis.

La transaction mexicaine a été complétée le 8 septembre 2011, pour un produit net de 81,8 millions de dollars, sujet à une clause d'ajustement de prix basée sur le fonds de roulement à la clôture de la transaction. La Société a encaissé un montant de 50,0 millions de dollars et a enregistré un montant de 32,8 millions dans ses débiteurs. Cette transaction a généré un gain net sur disposition de 26,8 millions de dollars, suivant l'application de l'exemption en vertu de l'IFRS 1. La note 19 B) explique plus en détails la nature de cette exemption.

La transaction canadienne a été complétée le 1er mars 2012, et a été réglée au comptant pour un montant de 50,0 millions de dollars, et par compensation du montant relatif à la vente des activités d'impression au Mexique de 32,8 millions et des activités d'impression de livres en noir et blanc destinés à l'exportation aux États-Unis de 5,0 millions.

Étant donné que la clôture de la transaction est survenue peu de temps avant la date d'approbation des présents états financiers intermédiaires, la Société ne dispose pas des informations nécessaires pour effectuer la comptabilisation initiale de cette acquisition. La Société prévoit divulguer les informations relatives à la comptabilisation initiale de cette acquisition au cours des deux prochains trimestres.

Quad/Graphics Canada, Inc. oeuvre dans le domaine de l'impression et compte sept installations au Canada, soit trois en Ontario, deux au Québec, une en Alberta et une en Nouvelle-Écosse, représentant six usines d'impression et un centre de services prémédia. Quad/Graphics Canada, Inc. génère des revenus d'environ 230 millions de dollars et compte plus de 1000 employés. Cette acquisition permet à la Société de renforcer ses actifs d'impression.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 16 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

#### Transactions avec des coentreprises

Le secteur de l'impression imprime les journaux ou les magazines de certaines coentreprises du secteur des médias. Ces transactions sont conclues dans le cours normal des affaires, et sont comptabilisées à la valeur d'échange. La portion des revenus de la Société avec ses coentreprises qui n'a pas été éliminée au cours des périodes de trois mois closes les 31 janvier 2012 et 2011 est négligeable par rapport aux revenus consolidés de la Société. Il en est de même pour les montants à recevoir pour ces coentreprises aux 31 janvier 2012 et 2011.

#### Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de la Société, directement ou indirectement, y compris les administrateurs (dirigeants ou non) de la Société. La rémunération gagnée par les principaux dirigeants pour les périodes de trois mois closes les 31 janvier est présentée ci-dessous :

	2012	2011
Salaires et autres avantages à court terme	1.9 \$	2.7 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	0.2	0.4
Rémunération à base d'actions	0.8	1.4
	<b>2.9 \$</b>	<b>4.5 \$</b>

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 17 INFORMATION SECTORIELLE

Le 1er novembre 2011, la Société a mis en place une nouvelle structure opérationnelle dans le but de mieux répondre aux besoins actuels en communication marketing multiplateformes des entreprises, en combinant la majorité des activités des secteurs de l'interactif avec celles des médias pour ne former qu'un seul secteur. Pour leur part, les activités d'impression numérique établies aux États-Unis compléteront l'offre du secteur de l'impression. Par conséquent, les données comparatives ont été retraitées pour refléter ce changement.

Les secteurs opérationnels sont définis en fonction des types de produits et services offerts par la Société. Le secteur de l'impression tire ses revenus des activités d'impression destinées aux éditeurs de magazines, de livres et de journaux, ainsi qu'aux détaillants. Le secteur des médias tire ses revenus des activités d'édition, de distribution, d'analyse et de gestion de bases de données, ainsi que des solutions de marketing interactif (mobilité, promotions numériques, etc.) et des médias numériques. Les ventes entre les secteurs de la Société sont comptabilisées à la valeur d'échange. Les opérations autres que les ventes sont comptabilisées à la valeur comptable.

Les différentes composantes sectorielles des états consolidés du résultat pour les périodes de trois mois closes les 31 janvier sont les suivantes :

Secteurs opérationnels	2012	2011
<b>Revenus</b>		
Secteur de l'impression	354.3 \$	374.1 \$
Secteur des médias	158.5	159.2
Autres activités et montants non alloués	2.2	2.1
Ventes inter-sectorielles	(19.1)	(20.6)
	<b>495.9 \$</b>	<b>514.8 \$</b>
<b>Résultat opérationnel avant amortissement</b>		
Secteur de l'impression	64.8 \$	65.7 \$
Secteur des médias	6.3	12.5
Autres activités et montants non alloués	(2.5)	(3.6)
	<b>68.6 \$</b>	<b>74.6 \$</b>
<b>Résultat opérationnel</b>		
Secteur de l'impression	42.9 \$	41.8 \$
Secteur des médias	-	6.0
Autres activités et montants non alloués	(3.2)	(4.2)
	<b>39.7 \$</b>	<b>43.6 \$</b>
<b>Acquisitions d'actifs non courants <sup>(1)</sup></b>		
Secteur de l'impression	17.2 \$	4.1 \$
Secteur des médias	10.3	8.2
Autres activités et montants non alloués	0.2	0.2
	<b>27.7 \$</b>	<b>12.5 \$</b>
<b>Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles</b>		
Secteur de l'impression	21.4 \$	23.5 \$
Secteur des médias	6.1	6.2
Autres activités et montants non alloués	1.4	1.3
	<b>28.9 \$</b>	<b>31.0 \$</b>
<b>Dépréciation d'actifs</b>		
Secteur de l'impression	0.8 \$	3.5 \$

<sup>(1)</sup> Ces montants incluent les acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres éléments d'actif non courants, excluant ceux acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises, qu'elles soient payées ou non.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 17 INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

Le total de l'actif sectoriel de la Société se présente comme suit :

	Au 31 janvier 2012	Au 31 octobre 2011
<b>Secteurs opérationnels</b>		
<b>Actif</b>		
Secteur de l'impression	1,166.7 \$	1,234.8 \$
Secteur des médias	901.5	928.7
Autres activités et montants non alloués	187.3	201.6
	<b>2,255.5 \$</b>	<b>2,365.1 \$</b>

Les revenus de la Société par principaux produits et services pour les périodes de trois mois closes les 31 janvier sont les suivants :

	2012	2011
<b>Principaux produits et services</b>		
Produits d'impression	335.8 \$	355.2 \$
Produits d'édition	95.8	95.5
Produits numériques et interactifs	29.0	28.5
Autres produits et services	35.3	35.6
	<b>495.9 \$</b>	<b>514.8 \$</b>

### 18 ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

#### Nouvelle facilité de crédit

Le 17 février 2012, la Société a mis en place une nouvelle facilité de crédit à terme de cinq ans non garantie d'une valeur de 400 millions de dollars, qui viendra à échéance en février 2017.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

---

### 19 TRANSITION AUX IFRS

Les présents états financiers consolidés intermédiaires sont les premiers que la Société établit conformément aux IFRS, tel que décrites à la note 2 « Principales méthodes comptables ».

La date de transition aux IFRS pour la Société est le 1er novembre 2010. Aux fins de l'établissement de l'état consolidé de la situation financière d'ouverture à cette date, la Société a appliqué les méthodes comptables décrites à la note 2 et les mesures d'allègement, appelées exemptions et exceptions, permises selon l'IFRS 1 « Première application des Normes internationales d'information financière » afin d'éviter une application rétroactive de certaines normes. Les exemptions sont facultatives alors que les exceptions sont obligatoires. Les descriptions des exemptions et exceptions applicables à la Société sont présentées ci-après, de même que les choix de la Société :

#### Exemptions à l'application rétrospective complète des IFRS

##### a) Regroupements d'entreprises

L'IFRS 1 permet de ne pas appliquer rétrospectivement l'IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » à des regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant la date de transition. La Société a choisi d'appliquer l'IFRS 3 de façon prospective à compter de la date de transition. Conséquemment, la valeur comptable du goodwill, telle qu'établie antérieurement selon les PCGR du Canada pour les regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant le 1er novembre 2010, n'a pas été retraitée. À la date de transition, le goodwill a subi un test de dépréciation conformément aux exigences d'IFRS 1, et aucune charge de dépréciation en a résulté.

##### b) Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

L'IFRS 1 encourage, mais ne requiert pas, l'application d'IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions » pour les instruments de capitaux propres attribués au plus tard le 7 novembre 2002 et ceux attribués après le 7 novembre 2002 et dont les droits ont été acquis avant la date de transition aux IFRS. La Société a plutôt choisi d'appliquer l'IFRS 2 à tous les instruments de capitaux propres attribués après le 7 novembre 2002 et dont les droits n'étaient pas acquis en date de transition. Pour les options d'achat d'actions attribuées et acquises avant le 1er novembre 2010, le montant constaté au surplus d'apport, ainsi qu'au capital social dans le cas des levées d'options, a été renversé et enregistré aux résultats non distribués.

##### c) Coût présumé

L'IFRS 1 permet d'évaluer une immobilisation corporelle à la date de transition à sa juste valeur et d'utiliser cette juste valeur en tant que coût présumé à cette date. Le coût présumé est le montant utilisé comme substitut du coût ou du coût amorti, et l'amortissement ultérieur est calculé à partir de ce montant. La Société a choisi d'appliquer cette exemption pour certaines immobilisations corporelles.

##### d) Avantages du personnel

L'IAS 19 « Avantages du personnel » exige que les écarts actuariels pour les régimes à prestations définies soient mesurés conformément aux IFRS depuis le début des régimes jusqu'à la date de transition. L'IFRS 1 permet de constater les écarts actuariels cumulés aux résultats non distribués en date de transition, et d'appliquer l'IAS 19 de façon prospective. La Société a choisi d'appliquer cette exemption et par conséquent, les écarts actuariels cumulés au 1er novembre 2010 ont été constatés aux résultats non distribués pour tous ses régimes à prestations définies.

##### e) Montant cumulé des écarts de conversion

L'IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères » exige que les écarts de conversion soient calculées conformément aux IFRS depuis la date d'acquisition ou de création de l'établissement étranger. L'IFRS 1 permet que le montant cumulé des écarts de conversion pour l'ensemble des établissements étrangers soit réputé nul en date de transition. Le gain ou la perte sur la cession ultérieure d'un établissement étranger devra exclure les écarts de conversion cumulées avant la date de transition aux IFRS. La Société a choisi d'appliquer cette exemption et par conséquent, le montant cumulé des écarts de conversion au 1er novembre 2010 a été renversé et constaté aux résultats non distribués.

##### f) Coûts d'emprunt

L'IAS 23 « Coûts d'emprunt » est plus directif que les PCGR du Canada quant à la nature des coûts d'emprunt capitalisables directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié. L'IFRS 1 offre une exemption qui permet de respecter les exigences d'IAS 23 de façon prospective pour tous les actifs qualifiés dont le début d'incorporation des coûts se fait à compter d'une date antérieure à la date de transition. La Société a choisi de se prévaloir de cette exemption et d'appliquer l'IAS 23 pour les actifs qualifiés dont le début d'incorporation des coûts a lieu à compter de la date de transition. Par conséquent, le solde des coûts d'emprunt capitalisés aux immobilisations corporelles au 1er novembre 2010 en vertu des PCGR du Canada a été renversé et constaté aux résultats non distribués.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 19 TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

#### Exceptions obligatoires

##### g) Estimations

L'IFRS 1 stipule que les estimations établies selon les IFRS par une entité à la date de transition doivent être cohérentes avec celles établies à la même date selon les PCGR du Canada, à moins qu'il existe des preuves tangibles que ces estimations étaient erronées. Par conséquent, les estimations de la Société qui avaient été établies selon les PCGR du Canada n'ont pas été révisées lors de l'application des IFRS.

##### h) Comptabilité de couverture

L'IFRS 1 ne permet pas qu'une relation de couverture qui ne se qualifie pas pour l'utilisation de la comptabilité de couverture selon les IFRS soit reflétée dans l'état consolidé de la situation financière d'ouverture IFRS d'une entité. De même, l'IFRS 1 permet que la comptabilité de couverture soit appliquée prospectivement à partir de la date de transition seulement aux opérations qui répondent aux critères de la comptabilité de couverture selon l'IAS 39 « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation » à cette date. Par conséquent, les transactions conclues avant le 1er novembre 2010 ne doivent pas être désignées rétrospectivement comme opérations de couverture.

##### i) Participations ne donnant pas le contrôle

Les dispositions d'IAS 27 « États financiers consolidés et individuels » doivent être appliquées de façon prospective à compter de la date de transition. Ces dispositions visent notamment l'attribution des soldes déficitaires aux participations ne donnant pas le contrôle, la comptabilisation des changements de parts d'intérêt de la société mère dans une filiale qui ne se traduisent pas par une perte de contrôle et la comptabilisation de la perte de contrôle d'une filiale.

#### Rapprochement selon les PCGR du Canada et les IFRS

Les tableaux suivants présentent l'incidence des ajustements effectués par la Société pour établir l'état consolidé de la situation financière d'ouverture au 1er novembre 2010 selon les IFRS, et pour retraiter les états financiers consolidés selon les PCGR du Canada pour l'exercice clos le 31 octobre 2011 et pour la période de trois mois close le 31 janvier 2011. Les explications sur le retraitement en IFRS des états financiers consolidés selon les PCGR du Canada sont fournies dans la section suivant les tableaux.

##### a) Rapprochement des capitaux propres

	Notes	31 octobre 2011	31 janvier 2011	1er novembre 2010
Capitaux propres selon les PCGR du Canada		1,329.0 \$	1,263.3 \$	1,247.0 \$
Ajustements IFRS :				
Avantages du personnel	D	(67.4)	(19.4)	(41.9)
Coût d'emprunt	E	(12.0)	(12.9)	(13.2)
Coût présumé	F	(97.1)	(100.4)	(102.4)
Impôts sur le résultat	G	12.6	15.4	16.3
Regroupements d'entreprises	H	(3.3)	-	-
Incidences fiscales de tous les retraitements	I	51.2	40.7	47.5
Autres	J	(7.1)	(6.0)	(5.7)
		(123.1)	(82.6)	(99.4)
Participations ne donnant pas le contrôle	A	0.8	0.3	0.8
Capitaux propres selon les IFRS		1,206.7 \$	1,181.0 \$	1,148.4 \$

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 19 TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

#### b) Rapprochement du résultat net et du résultat global

État consolidé du résultat et du résultat global pour la période de trois mois close le 31 janvier 2011

	Notes	PCGR du Canada	Ajustements IFRS	IFRS
Revenus		514.8 \$	- \$	514.8 \$
Charges opérationnelles	J	435.2	(0.1)	435.1
Frais de restructuration, d'intégration et coûts d'acquisition		1.6	-	1.6
Dépréciation d'actifs		3.5	-	3.5
Résultat opérationnel avant amortissement		74.5	0.1	74.6
Amortissement	E, F, G, J	30.7	0.3	31.0
Résultat opérationnel		43.8	(0.2)	43.6
Frais financiers		10.8	-	10.8
Résultat avant impôts sur le résultat		33.0	(0.2)	32.8
Impôts sur le résultat	I	5.4	0.3	5.7
Part des actionnaires sans contrôle	A	0.3	(0.3)	-
Résultat net lié aux activités poursuivies		27.3	(0.2)	27.1
Résultat net lié aux activités abandonnées		0.6	-	0.6
<b>Résultat net</b>		27.9	(0.2)	27.7
Participations ne donnant pas le contrôle	A	-	0.3	0.3
<b>Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société</b>		27.9	(0.5)	27.4
Dividendes sur actions privilégiées, déduction faite des impôts y afférents		1.7	-	1.7
<b>Résultat net attribuable aux actions participantes</b>		26.2 \$	(0.5) \$	25.7 \$
<b>Résultat net</b>		27.9 \$	(0.2) \$	27.7 \$
Autres éléments du résultat global	D, E, F, I	(1.3)	17.3	16.0
<b>Résultat global</b>		26.6 \$	17.1 \$	43.7 \$
Résultat net par action participante - de base et dilué				
Activités poursuivies		0.31 \$	- \$	0.31 \$
Activités abandonnées		0.01	-	0.01
		0.32 \$	- \$	0.32 \$
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - de base (en millions)		81.0	81.0	81.0
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - dilué (en millions)		81.1	81.1	81.1

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 19 TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

#### État consolidé du résultat et du résultat global pour l'exercice clos le 31 octobre 2011

	Notes	PCGR du Canada	Ajustements IFRS	IFRS
Revenus		2,043.6 \$	- \$	2,043.6 \$
Charges opérationnelles	J	1,670.6	(0.4)	1,670.2
Frais de restructuration, d'intégration et coûts d'acquisition	H	14.5	3.3	17.8
Dépréciation d'actifs	J	56.1	(0.9)	55.2
Résultat opérationnel avant amortissement		302.4	(2.0)	300.4
Amortissement	E, F, G, J	120.3	1.1	121.4
Résultat opérationnel		182.1	(3.1)	179.0
Frais financiers		39.3	-	39.3
Frais de remboursement anticipé de dettes à long terme		5.8	-	5.8
Résultat avant impôts sur le résultat		137.0	(3.1)	133.9
Impôts sur le résultat	I	30.3	2.0	32.3
Part des actionnaires sans contrôle	A	0.9	(0.9)	-
Résultat net lié aux activités poursuivies		105.8	(4.2)	101.6
Résultat net lié aux activités abandonnées	B	(21.2)	48.0	26.8
<b>Résultat net</b>		84.6	43.8	128.4
Participations ne donnant pas le contrôle	A	-	0.9	0.9
<b>Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société</b>		84.6	42.9	127.5
Dividendes sur actions privilégiées, déduction faite des impôts y afférents		6.8	-	6.8
<b>Résultat net attribuable aux actions participantes</b>		77.8 \$	42.9 \$	120.7 \$
<b>Résultat net</b>		84.6 \$	43.8 \$	128.4 \$
Autres éléments du résultat global	B, D, E, F, I	43.0	(66.6)	(23.6)
<b>Résultat global</b>		127.6 \$	(22.8) \$	104.8 \$
Résultat net par action participante - de base et dilué				
Activités poursuivies		1.22 \$	(0.06) \$	1.16 \$
Activités abandonnées		(0.26)	0.59	0.33
		0.96 \$	0.53 \$	1.49 \$
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - de base (en millions)		81.0	81.0	81.0
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - dilué (en millions)		81.1	81.1	81.1

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 19 TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

#### c) Rapprochement de la situation financière

##### État consolidé de la situation financière au 1er novembre 2010

	Notes	PCGR du Canada	Ajustements IFRS	IFRS
<b>Actifs courants</b>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie		31.9 \$	- \$	31.9 \$
Débiteurs		440.6	-	440.6
Impôts sur le résultat à recevoir		19.5	-	19.5
Stocks		77.6	-	77.6
Frais payés d'avance et autres actifs courants		19.3	-	19.3
Impôts sur le résultat différés	A	16.6	(16.6)	-
Actif courant lié aux activités abandonnées	A	27.5	(1.1)	26.4
		633.0	(17.7)	615.3
<b>Immobilisations corporelles</b>	E, F, G	871.6	(99.3)	772.3
<b>Immobilisations incorporelles</b>		179.1	-	179.1
<b>Goodwill</b>		678.1	-	678.1
<b>Impôts sur le résultat différés</b>	A, I	145.3	48.5	193.8
<b>Autres éléments d'actif</b>	D	39.2	(6.9)	32.3
<b>Actif non courant lié aux activités abandonnées</b>	A	48.4	1.1	49.5
		2,594.7 \$	(74.3) \$	2,520.4 \$
<b>Passifs courants</b>				
Créditeurs et charges à payer	A, J	345.4 \$	(15.8) \$	329.6 \$
Provisions	A	-	15.7	15.7
Impôts sur le résultat à payer		29.0	-	29.0
Abonnements perçus d'avance et dépôts		38.4	-	38.4
Impôts sur le résultat différés	A	2.5	(2.5)	-
Portion courante de la dette à long terme	A	17.8	276.0	293.8
Passif courant lié aux activités abandonnées		12.8	-	12.8
		445.9	273.4	719.3
<b>Dette à long terme</b>	A	712.9	(276.0)	436.9
<b>Impôts sur le résultat différés</b>	A, I	137.4	(13.1)	124.3
<b>Provisions</b>	A	-	10.6	10.6
<b>Autres éléments du passif</b>	A, D, J	50.0	30.2	80.2
<b>Passif non courant lié aux activités abandonnées</b>		0.7	-	0.7
		1,346.9	25.1	1,372.0
Part des actionnaires ne donnant pas le contrôle	A	0.8	(0.8)	-
<b>Capitaux propres</b>				
Capital social	C	478.6	(0.7)	477.9
Surplus d'apport	C	13.7	(12.6)	1.1
Résultats non distribués	B, C, D, E, F, G, I, J	784.0	(110.9)	673.1
Cumul des autres éléments du résultat global	B	(29.3)	24.8	(4.5)
Attribuables aux actionnaires de la Société		1,247.0	(99.4)	1,147.6
Participations ne donnant pas le contrôle	A	-	0.8	0.8
		1,247.0	(98.6)	1,148.4
		2,594.7 \$	(74.3) \$	2,520.4 \$

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 19 TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

État consolidé de la situation financière au 31 octobre 2011

	Notes	PCGR du Canada	Ajustements IFRS	IFRS
<b>Actifs courants</b>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie		75.0 \$	- \$	75.0 \$
Débiteurs		436.3	-	436.3
Impôts sur le résultat à recevoir		14.7	-	14.7
Stocks		80.2	-	80.2
Frais payés d'avance et autres actifs courants	H	21.6	(3.3)	18.3
Impôts sur le résultat différés	A	16.8	(16.8)	-
		644.6	(20.1)	624.5
<b>Immobilisations corporelles</b>	E, F, G	787.1	(96.5)	690.6
<b>Immobilisations incorporelles</b>	J	150.8	(1.2)	149.6
<b>Goodwill</b>		682.5	-	682.5
<b>Impôts sur le résultat différés</b>	A, I	144.9	52.8	197.7
<b>Autres éléments d'actif</b>	D	43.7	(23.5)	20.2
		2,453.6 \$	(88.5) \$	2,365.1 \$
<b>Passifs courants</b>				
Créditeurs et charges à payer	A, J	303.7 \$	(10.2) \$	293.5 \$
Provisions	A	-	10.7	10.7
Impôts sur le résultat à payer		33.5	-	33.5
Abonnements perçus d'avance et dépôts		32.5	-	32.5
Impôts sur le résultat différés	A	2.0	(2.0)	-
Portion courante de la dette à long terme		271.9	-	271.9
		643.6	(1.5)	642.1
<b>Dette à long terme</b>		292.5	-	292.5
<b>Impôts sur le résultat différés</b>	A, I	140.5	(13.3)	127.2
<b>Provisions</b>	A	-	8.7	8.7
<b>Autres éléments du passif</b>	A, D, J	47.2	40.7	87.9
		1,123.8	34.6	1,158.4
Part des actionnaires ne donnant pas le contrôle	A	0.8	(0.8)	-
<b>Capitaux propres</b>				
Capital social	C	478.8	(0.7)	478.1
Surplus d'apport	C	14.4	(12.6)	1.8
Résultats non distribués	B, C, D, E, F, G, H, I, J	822.1	(68.0)	754.1
Cumul des autres éléments du résultat global	B, D, E, F, I, J	13.7	(41.8)	(28.1)
Attribuables aux actionnaires de la Société		1,329.0	(123.1)	1,205.9
Participations ne donnant pas le contrôle	A	-	0.8	0.8
		1,329.0	(122.3)	1,206.7
		2,453.6 \$	(88.5) \$	2,365.1 \$

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 19 TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

#### d) Rapprochement des flux de trésorerie

Tableau consolidé sommaire des flux de trésorerie pour la période de trois mois close le 31 janvier 2011

	Notes	PCGR du Canada	Ajustements IFRS	IFRS
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	A, F, G, I, J	54.0 \$	8.2 \$	62.2 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	J	(30.9)	0.4	(30.5)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	A, J	(16.6)	(8.6)	(25.2)
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaies étrangères		(0.3)	-	(0.3)
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		6.2	-	6.2
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		36.3	-	36.3
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période		42.5 \$	- \$	42.5 \$

Tableau consolidé sommaire des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 octobre 2011

	Notes	PCGR du Canada	Ajustements IFRS	IFRS
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	A, B, F, G, H, I, J	308.1 \$	30.9 \$	339.0 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	J	(52.7)	3.6	(49.1)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	A, J	(217.0)	(34.5)	(251.5)
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaies étrangères		0.3	-	0.3
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		38.7	-	38.7
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		36.3	-	36.3
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		75.0 \$	- \$	75.0 \$

#### Retraitement en IFRS des états financiers consolidés selon les PCGR du Canada

Les éléments suivants expliquent les retraitements les plus importants apportés aux états financiers consolidés de la Société, par suite de l'application des IFRS.

##### A) Reclassements

###### i) Impôt différé

Selon les PCGR du Canada, les actifs et les passifs d'impôt futur sont répartis entre les éléments à court terme et à long terme, selon la nature des actifs et des passifs sous-jacents. Si les actifs et les passifs d'impôt futur ne sont pas liés à des actifs et des passifs constatés à des fins comptables, ils sont classés selon la date à laquelle leur réalisation est prévue. Selon les IFRS, les actifs et les passifs d'impôt différé sont classés à titre d'éléments non courants.

Par conséquent, au 1er novembre 2010, les actifs et passifs d'impôt futur à court terme de 16,6 millions de dollars et 2,5 millions, respectivement, ont été reclassés dans les impôts sur le résultat différés présentés dans les actifs et passifs non courants à l'état consolidé de la situation financière. Au 31 octobre 2011, les actifs et passifs d'impôt futur à court terme qui ont été reclassés dans les impôts sur le résultat différés présentés dans les actifs et les passifs non courants à l'état consolidé de la situation financière, ont été de 16,8 millions de dollars et 2,0 millions, respectivement. Les actifs d'impôt futur à court terme de 1,1 million de dollars inclus dans les actifs liés aux activités abandonnées ont été reclassés de la même manière.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 19 TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

#### ii) Provisions

Selon les PCGR du Canada, les provisions sont incluses sous le poste « Crédeurs et charges à payer ». Selon les IFRS, les provisions sont présentées séparément à l'état consolidé de la situation financière.

Par conséquent, au 1er novembre 2010, des crédeurs et charges à payer de 15,7 millions de dollars et des autres éléments du passif de 10,6 millions ont été reclassés dans les provisions courantes et non courantes, respectivement, à l'état consolidé de la situation financière. Au 31 octobre 2011, des crédeurs et charges à payer de 10,7 millions de dollars et des autres éléments du passif de 8,7 millions ont été reclassés dans les provisions courantes et non courantes, respectivement, à l'état consolidé de la situation financière.

#### iii) Participations ne donnant pas le contrôle

Selon les PCGR du Canada, la part des actionnaires sans contrôle est présentée à titre de composante distincte entre les passifs et les capitaux propres au bilan et en réduction du résultat net à l'état consolidé du résultat. Selon les IFRS, les participations ne donnant pas le contrôle sont présentées à même les capitaux propres à l'état consolidé de la situation financière et à titre de composante distincte de l'état consolidé du résultat, soit le résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.

Par conséquent, un montant de 0,8 million de dollars a été reclassé aux capitaux propres aux états consolidés de la situation financière du 1er novembre 2010 et du 31 octobre 2011. Un montant de 0,3 million de dollars a été reclassé aux capitaux propres au 31 janvier 2011.

#### iv) Classement de la dette à long terme

Selon les PCGR du Canada, les dettes qui ont des caractéristiques ou une échéance à court terme peuvent être classées dans les passifs à long terme lorsque la Société a l'intention et la capacité de les refinancer à l'aide d'instruments à long terme. Selon les IFRS, ces dettes sont classées dans les passifs courants à l'état consolidé de la situation financière.

Par conséquent, au 1er novembre 2010, le crédit à terme rotatif de 177,9 millions de dollars et le crédit à terme de 98,1 millions accordé par Caisse de dépôt et placement du Québec, qui étaient présentés dans les passifs à long terme, ont été reclassés dans les passifs courants à l'état consolidé de la situation financière. Aucun reclassement n'a été effectué à l'état consolidé de la situation financière au 31 octobre 2011, étant donné que le crédit à terme rotatif était déjà présenté à court terme selon les PCGR du Canada en raison de son échéance et que le crédit à terme accordé par Caisse de dépôt et placement du Québec avait été remboursé à cette date.

#### v) Intérêts sur la dette à long terme

Selon les PCGR du Canada, les intérêts sur la dette à long terme sont classés dans les activités d'exploitation à l'état des flux de trésorerie. Selon les IFRS, une entité peut faire le choix de classer les intérêts sur la dette à long terme à titre d'activités opérationnelles ou de financement dans le tableau des flux de trésorerie. La Société a choisi de classer les intérêts sur la dette à long terme à titre d'activités de financement dans le tableau consolidé des flux de trésorerie.

Par conséquent, un montant de 8,6 millions de dollars a été reclassé dans les activités de financement dans le tableau consolidé des flux de trésorerie pour la période de trois mois close le 31 janvier 2011 (34,5 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2011).

### B) Montant cumulé des écarts de conversion

L'application par la Société de l'exemption en vertu d'IFRS 1, selon laquelle le montant cumulé des écarts de conversion pour l'ensemble des établissements étrangers est réputé nul en date de transition, a résulté en une augmentation du cumul des autres éléments du résultat global et une diminution des résultats non distribués de 24,8 millions de dollars à l'état consolidé de la situation financière au 1er novembre 2010. L'application de cette exemption a eu l'incidence d'augmenter le résultat net lié aux activités abandonnées de 48,0 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2011, afin de renverser la perte de change liée à la réduction de l'investissement net dans des établissements étrangers autonomes réalisée sur la vente des activités d'impression au Mexique au cours du troisième trimestre de l'exercice. L'application de cette exemption n'a eu aucune autre incidence sur les états financiers consolidés de la période de trois mois close le 31 janvier 2011.

### C) Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

L'application par la Société de l'exemption en vertu d'IFRS 2 a résulté en une diminution du surplus d'apport de 12,6 millions de dollars et une augmentation des résultats non distribués du même montant à l'état consolidé de la situation financière au 1er novembre 2010. La raison principale de ce retraitement est que selon les PCGR du Canada, la Société comptabilise le coût de la rémunération liée à une attribution d'options d'achat d'actions selon un mode linéaire sur la période d'acquisition des droits. Selon les IFRS, un coût est associé à chaque tranche d'une attribution des options, et est comptabilisé linéairement sur la période d'acquisition des droits respective de chacune des tranches d'une attribution d'options d'achat d'actions. L'application de l'exemption en vertu d'IFRS 2 a également résulté en une diminution du capital social de 0,7 million de dollars et une augmentation des résultats non distribués du même montant à l'état consolidé de la situation financière au 1er novembre 2010, pour les options levées qui sont visées par l'exemption et pour lesquelles le montant crédité au surplus d'apport a été viré au capital social. L'application de cette exemption n'a eu aucune autre incidence sur les états financiers consolidés de la période de trois mois close le 31 janvier 2011 et de l'exercice clos le 31 octobre 2011.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

---

### 19 TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

#### D) Avantages du personnel

L'application par la Société de l'exemption en vertu d'IFRS 1 a résulté en la comptabilisation des gains et pertes actuariels cumulés non amortis aux résultats non distribués en date de transition. L'incidence de cette exemption au 1er novembre 2010 a été une diminution des autres éléments d'actif de 6,9 millions de dollars, une augmentation des autres éléments du passif de 35,0 millions et l'effet net des impôts sur le résultat différés a été affecté au cumul des autres éléments du résultat global. Le reversement des gains et pertes actuariels cumulés non amortis, comptabilisés au cours de la période de trois mois close le 31 janvier 2011, a eu comme effet d'augmenter les autres éléments d'actif de 7,8 millions de dollars, de diminuer les autres éléments du passif de 14,7 millions et d'affecter l'effet net des impôts sur le résultat différés au cumul des autres éléments du résultat global. Le reversement des gains et pertes actuariels cumulés non amortis, comptabilisés aux cours de l'exercice clos le 31 octobre 2011, a eu comme effet de diminuer les autres éléments d'actif de 16,6 millions de dollars, d'augmenter les autres éléments du passif de 8,9 millions et d'affecter l'effet net des impôts sur le résultat différés au cumul des autres éléments du résultat global. Le reversement des gains et pertes actuarielles non amorties a eu un effet négligeable sur l'état consolidé du résultat pour l'exercice clos le 31 octobre 2011.

#### E) Coûts d'emprunt

L'application par la Société de l'exemption en vertu d'IFRS 1, selon laquelle les frais d'intérêts capitalisés antérieurement selon les PCGR du Canada peuvent être reclassés aux résultats non distribués, a résulté en une diminution des immobilisations corporelles de 13,2 millions de dollars au 1er novembre 2010. L'incidence de cette exemption pour la période de trois mois close le 31 janvier 2011 a été une diminution de la charge d'amortissement de 0,3 million de dollars et un effet négligeable sur les écarts de conversion cumulés à l'état consolidé de la situation financière. L'incidence de cette exemption pour l'exercice clos le 31 octobre 2011 a été une diminution de la charge d'amortissement de 1,1 million de dollars et une augmentation de 0,1 million des écarts de conversion cumulés à l'état consolidé de la situation financière.

#### F) Coût présumé

L'application par la Société de l'exemption en vertu d'IFRS 1, selon laquelle la valeur de certains bâtiments à la date de transition correspond à leur juste valeur en tant que coût présumé à cette date, a résulté en une diminution des immobilisations corporelles de 102,4 millions de dollars au 1er novembre 2010. L'incidence de cette exemption pour la période de trois mois close le 31 janvier 2011 a été une diminution de la charge d'amortissement de 0,9 million de dollars et une augmentation de 1,1 million sur les écarts de conversion cumulés à l'état consolidé de la situation financière. L'incidence de cette exemption pour l'exercice clos le 31 octobre 2011 a été une diminution de la charge d'amortissement de 3,6 millions de dollars et une augmentation de 1,7 million des écarts de conversion cumulés à l'état consolidé de la situation financière.

#### G) Impôts sur le résultat

Selon les IFRS, un actif d'impôt sur le résultat différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, sauf dans la mesure où l'actif d'impôt sur le résultat différé est généré par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui au moment de celle-ci n'affecte ni le résultat comptable ni le résultat imposable. L'incidence de ce retraitement a résulté en une augmentation des immobilisations corporelles de 16,3 millions de dollars au 1er novembre 2010. L'incidence de ce retraitement pour la période de trois mois close le 31 janvier 2011 et pour l'exercice clos le 31 octobre 2011 a été une augmentation de la charge d'amortissement de 0,9 million de dollars et 3,7 millions, respectivement.

Selon les PCGR du Canada et les IFRS, les impôts différés sont calculés à partir des écarts temporaires qui correspondent à la différence entre la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif et sa valeur comptable à l'état consolidé de la situation financière. En vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada, les « immobilisations admissibles » sont déductibles jusqu'à concurrence de 75 % de leur coût. Les PCGR du Canada traitent de cette situation particulière et précisent que leur valeur fiscale doit être majorée de 25 %. Conséquemment, les écarts temporaires sur une base comptable n'existent pas. Les IFRS ne traitent pas de cette situation particulière, de sorte qu'il y a création d'écarts temporaires entre les valeurs fiscales et les valeurs comptables pour ces actifs. Ces écarts temporaires doivent être comptabilisés lorsque la transaction est admissible à titre de regroupement d'entreprises. L'incidence de ce retraitement en date de transition a résulté en une augmentation de l'actif et du passif d'impôt sur le résultat différé lié à certaines immobilisations incorporelles d'un montant de 0,6 million de dollars et 3,6 millions, respectivement, et la contrepartie du même montant aux résultats non distribués. Ce retraitement n'a eu aucune autre incidence sur les états financiers consolidés de la période de trois mois close le 31 janvier 2011 et de l'exercice clos le 31 octobre 2011.

#### H) Regroupements d'entreprises

L'application par la Société de l'exemption en vertu d'IFRS 1, selon laquelle il est permis d'appliquer l'IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » de façon prospective à partir de la date de transition, a résulté en une diminution des frais payés d'avance et autres actifs courants de 3,3 millions de dollars et une augmentation des frais de restructuration, d'intégration et coûts d'acquisition du même montant pour l'exercice clos le 31 octobre 2011. L'application de cette exemption n'a eu aucune autre incidence sur l'état consolidé de la situation financière au 1er novembre 2010, de même que sur l'état consolidé du résultat pour la période de trois mois close le 31 janvier 2011.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2012 et 2011

et les soldes d'ouverture au 1er novembre 2010

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 19 TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

#### I) Incidence fiscale de tous les retraitements

L'incidence de tous les retraitements au 1er novembre 2010 a résulté en une diminution des capitaux propres de 99,4 millions de dollars. Ces retraitements entraînent la comptabilisation d'un actif d'impôt sur le résultat différé de 31,9 millions de dollars et la réduction d'un passif d'impôt sur le résultat différé de 15,6 millions.

L'incidence de tous les retraitements pour la période de trois mois close le 31 janvier 2011 a résulté en une diminution du résultat avant impôts sur le résultat de 0,2 million de dollars et en la comptabilisation d'une charge d'impôt sur le résultat additionnelle de 0,3 million, et l'effet sur l'état consolidé de la situation financière a résulté en une diminution de l'actif d'impôt sur le résultat différé de 5,0 millions et en une augmentation du passif d'impôt différé sur le résultat de 1,8 million. L'incidence de tous les retraitements pour l'exercice clos le 31 octobre 2011 a résulté en une diminution du résultat avant impôts sur le résultat de 3,1 millions de dollars et en la comptabilisation d'une charge d'impôt sur le résultat additionnelle de 2,0 millions, et l'effet sur l'état consolidé de la situation financière a résulté en une augmentation de l'actif d'impôt sur le résultat différé de 4,0 millions et en une augmentation du passif d'impôt différé sur le résultat de 0,3 million.

#### J) Autres

Les autres ajustements sont liés à divers éléments dont l'effet individuel et total est négligeable sur les états financiers consolidés de la Société à la date de transition ainsi que pour la période de trois mois close le 31 janvier 2011 et pour l'exercice clos le 31 octobre 2011.

#### Divulgations annuelles additionnelles

Certaines divulgations devant figurer dans les états financiers consolidés annuels selon les IFRS, qui ne figuraient pas dans les états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2011 dressés selon les PCGR du Canada, ont été incluses dans les présents états financiers consolidés intermédiaires. Ces divulgations tiennent compte des ajustements dont il est fait mention à la présente note, afin de faire le rapprochement entre les PCGR du Canada et les IFRS, et du fait que les présents états financiers consolidés intermédiaires sont les premiers états financiers consolidés de la Société dressés selon les IFRS. Ces présents états financiers consolidés intermédiaires doivent donc être lus conjointement avec les plus récents états financiers consolidés annuels.

Certaines divulgations apparaissant habituellement dans les états financiers consolidés annuels dressés selon les IFRS ont été omises ou condensées lorsque ces informations n'étaient pas jugées importantes pour la compréhension de l'information financière intermédiaire de la Société.

#### a) Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles par principales rubriques se détaillent comme suit pour l'exercice clos le 31 octobre 2011 :

	2011
Coûts liés au personnel	664.2 \$
Chaîne d'approvisionnement et logistique <sup>(1)</sup>	889.0
Autres biens et services <sup>(2)</sup>	117.0
	<b>1,670.2 \$</b>

<sup>(1)</sup> Le poste « Chaîne d'approvisionnement et logistique » comprend les coûts de production et de distribution liés aux fournisseurs externes.

<sup>(2)</sup> Le poste « Autres biens et services » comprend principalement les coûts de promotion, de publicité et de télécommunications, les fournitures de bureau, les frais liés à l'immobilier ainsi que les honoraires.

#### b) Goodwill

Le tableau suivant présente la valeur comptable du goodwill répartie selon les principaux groupes d'unités génératrices de trésorerie (« UGT ») :

Secteurs opérationnels	Groupes d'UGT	Au	Au
		31 octobre 2011	1er novembre 2010
Impression	Groupe des magazines, des livres et des catalogues	68.7 \$	68.7 \$
Impression	Groupe des journaux et du détail	61.0	61.0
Impression	Groupe des produits marketing	-	4.0
Médias	Groupe d'affaires et des solutions aux consommateurs	208.9	208.9
Médias	Solutions aux communautés locales	256.1	224.3
Médias	Groupe d'édition de livres pédagogiques	74.2	74.2
Médias	Groupe des solutions numériques	-	24.9
Médias	Groupe des solutions de contenu	12.7	11.2
Autre	Autres activités	0.9	0.9
		<b>682.5 \$</b>	<b>678.1 \$</b>